Vendredi

30 juin 1995 n° 256 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

Au service de nos idées

Au lendemain
de l'élection présidentielle
et des municipales, il nous faut
nous tourner vers l'avenir.

Nous avons pour le faire
de bonnes bases de départ,
qu'il s'agisse de notre niveau électoral
ou de notre implantation locale.
Le PS est de nouveau
le premier parti de France.
Il est l'élément essentiel
de l'opposition et, à ce titre,
le recours incontournable
de toute alternance politique.

Cela ne veut pas dire
que tout aille pour le mieux.
Mais si l'on veut bien se souvenir
de la situation dans laquelle
nous nous trouvions il y a un an,
cela signifie clairement qu'aujourd'hui
les conditions sont réunies
pour que nous reprenions
notre marche en avant.
Pour jouer au mieux
notre rôle d'opposant
et préparer la reconquête.

Encore faut-il
qu'à ces réalités objectives
nous soyons capables d'ajouter
un dispositif cohérent :
je veux parler de celui qui régit
les socialistes eux-mêmes.

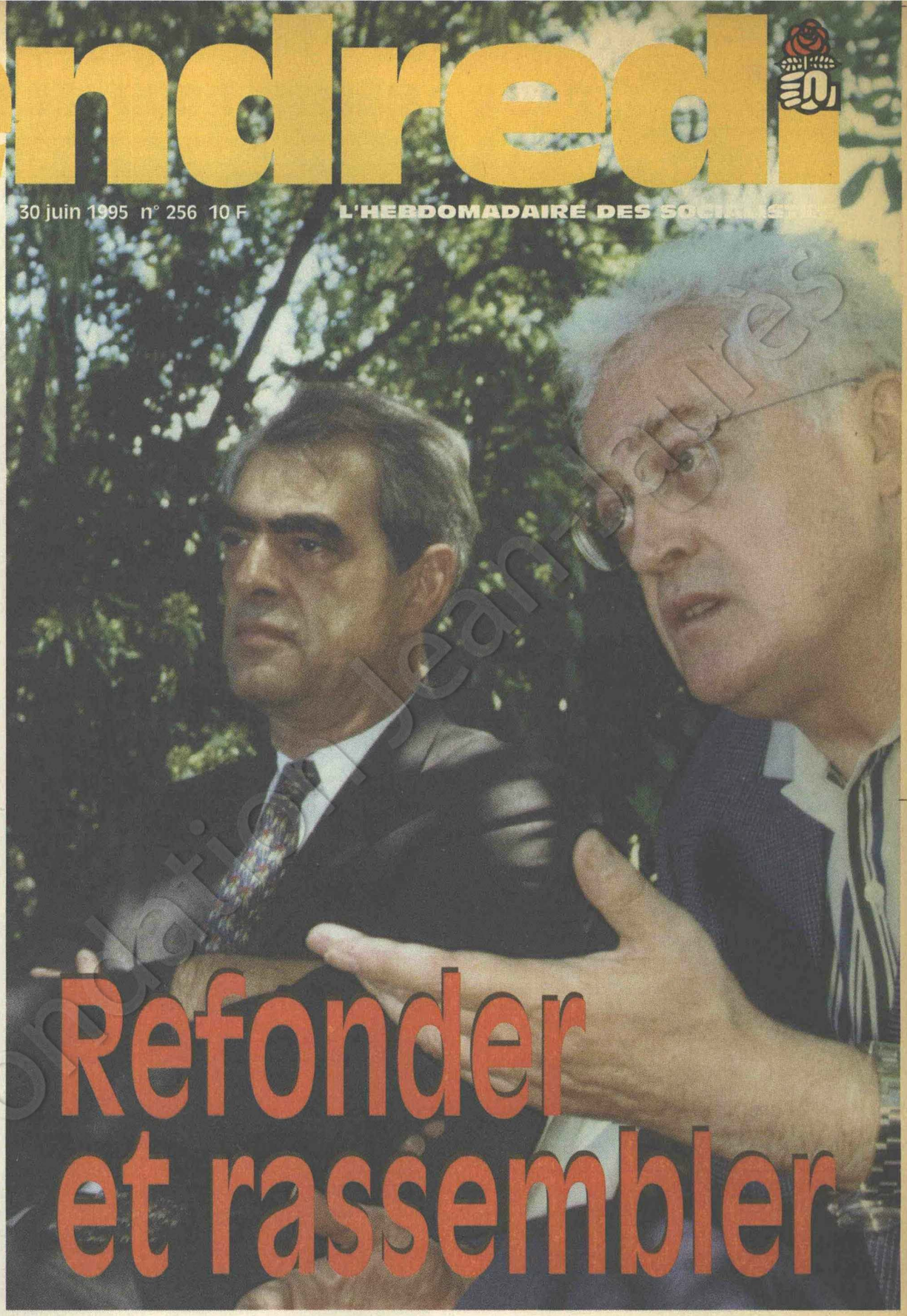
C'est la raison pour laquelle,
sans que l'on ait eu à me le demander,
j'ai estimé devoir proposer la place
de premier secrétaire à Lionel Jospin.
Je le réitère, nul ne me l'a demandé
-contrairement à ce que je lis
et à ce que j'entends- et surtout pas lui.
Et rien ne m'y obligeait.

Mais j'ai pensé que,
par delà ma personne
et l'attachement profond
que j'éprouve pour une fonction
que j'ai vécue dans des conditions
difficiles, il était nécessaire de penser
au socialisme et à la gauche.
Qu'il était souhaitable, pour effacer
le passé, d'éviter toute crispation.

Qu'il était important de proposer
à l'espérance de millions de femmes
et d'hommes que nous avons vocation
à représenter, dont nous devons porter
les valeurs de générosité et de progrès,
l'image d'un parti rassemblé
et à leur service.

Qu'il soit clair qu'en contrepartie
je ne demande rien si ce n'est le principe
de continuer à me battre pour nos idées
et pour cette espérance.

Henri Emmanuelli



Refonder et rassembler

Fondation Jean-Jaurès

PLAN EMPLOI, PLAN EN QUOI ?

Alain Juppé se dévoile jour après jour sous les traits d'un maigre Balladur. Pourtant ce sont les salariés qui sont au régime ! P. 5

CANNES : UN SOMMET POUR RIEN

Parmi les gouvernements comme au Parti des socialistes européens, une question dérangeante circule : cela vaut-il la peine de se voir tous les six mois ? P. 6 à 8

PLANTU (HEU) REUX

«Le Monde» n'est pas tendre pour le PS et son dessinateur fétiche dépassa parfois les bornes de la simple humanité. «Vendredi» n'est pas rancunier... P. 12

QUELLE ETAIT VERTE MON EUROPE !

La valse des monnaies donne le tournis aux prix agricoles. Stéphane Le Foll nous donne les clés pour desserrer les taux. P. 14

ISSN 0995-0583

Le billet de Vendredi

Voilà l'été, et Vendredi, comme les années précédentes, suspend sa parution jusqu'en septembre.
Les quatre derniers mois, riches en événements, ont nourri les seize numéros du "nouveau" Vendredi.
Notre journal se devait d'être présent lors des deux rendez-vous électoraux qui ont fêté le retour en force de la gauche, amorcé par Lionel Jospin lors de l'élection présidentielle et confirmé lors des municipales. Notre équipe a fait de son mieux pour assurer la continuité.
Dans les limites des contraintes économiques et le cadre d'un 16 pages, nous avons voulu être le plus exhaustifs possible. Avec une attention particulière pour les "unes".
Mais l'aventure de la nouvelle formule de Vendredi continue et le calme électoral revenu, nous travaillons à améliorer votre journal.
Vos suggestions, vos critiques, votre bilan de lecteurs aiguiseront nos réflexions et nous vous engageons à nous en faire part dès maintenant.
Vous nous apporterez également votre soutien en participant à notre campagne d'abonnement organisée cet été et récompensée par l'album de notre photographe Pascal Lebrun : "Pour mémoire".
Abonnez autour de vous et vous nous donnerez les moyens de réaliser le grand hebdomadaire socialiste et militant dont la gauche a besoin. Bonnes vacances à toutes et à tous.

Ve

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61), Binh Vu Trong (78.53) - ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-57) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - CRÉDIT PHOTO: P. Lebrun -Ce numéro a été tiré à 116 000 exemplaires.

INTERVENTION DE JULIEN DRAY AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE. MARDI 27 JUIN 1995.

PAS D'AMNISTIE POUR LES ENNEMIS DE LA LIBERTÉ



L'amnistie est l'un de ces instants où les députés, au-delà de leurs sensibilités, perpétuent cette tradition de pardon et de seconde chance que la République donne à ses citoyens.
Je m'oppose à ceux qui dénoncent cette tradition au prétexte qu'elle favoriserait l'incivisme de nos concitoyens. D'abord, une loi d'amnistie ne pardonne pas les délits les plus graves ; ensuite, je ne crois pas que les Français soient malhonnêtes et qu'ils s'empressent de commettre des délits dans les mois qui précèdent l'élection présidentielle. (...)
Il est bon qu'à l'occasion de la loi d'amnistie, la République se montre soucieuse de renforcer le pacte républicain. Dans le contexte social difficile que traverse notre pays, nombre de délits et d'infractions concernés par le présent projet sont la conséquence de la fracture sociale et de l'exclusion. Il ne s'agit pas, bien sûr, de justifier ces fautes mais de pardonner pour mieux rassembler. (...)

Mais le projet présenté par le Gouvernement traduit dans certaines de ses dispositions un esprit partisan bien éloigné de l'objectif de rassemblement -c'est le cas en particulier des dispositions relatives aux infractions au Code du travail. Le Gouvernement se plaît à dire qu'il a fait une loi sévère mais juste. Mais la décision de la commission de supprimer l'article 15 du projet, seul article concernant l'amnistie des salariés, est-elle juste ? Sous prétexte de non-ingérence dans des rapports de droit privé, les salariés sanctionnés par les employeurs seraient exclus de la loi d'amnistie ! Dans le contexte social que vit notre pays, ce point du projet n'a rien d'anodin. Rappelez-vous que, quelques semaines avant l'élection présidentielle, plus d'un million de salariés sont descendus dans la rue et se sont mis en grève !
En amnistiant les salariés sanctionnés, le législateur, loin de s'ingérer dans un conflit d'ordre privé, serait au contraire totalement dans son rôle, puisqu'il inciterait à la reprise du dialogue social. Quelle ingérence, sauf à considérer que les rapports sociaux ne relèvent pas de l'action gouvernementale ? (...)
Il s'agit-là d'un enjeu plus important que le nombre des points du permis de conduire rendus aux automobilistes fautifs. Retirer du texte l'article 15 plairait à une minorité au détriment de l'intérêt général. Exclure les salariés de la loi d'amnistie, ce n'est pas une simple décision technique mais l'expression d'une volonté politique...
Quant aux employeurs, ils seront amnistiés au quantum :
Certaines fautes graves de chefs d'entreprise ne devraient pas être amnistiées. Par exemple les infractions envers le droit du travail qui touchent à la sécurité car elles sont à l'origine de nombreux accidents, parfois mortels. Je pense aussi aux employeurs qui, anticipant les mesures d'aide à l'embauche annoncées, ont multiplié les licenciements pour faute afin d'embaucher ensuite à un coût moins élevé.
Je rappelle quelques chiffres : un million d'infractions au droit du travail sont constatées chaque année par l'Inspection du travail, et 13 000 condamnations prononcées, ce qui ne représente que 2,5 % de l'activité des tribunaux judiciaires répressifs. La pratique conduit à privilégier la régularisation plutôt que la sanction : 3 % seulement des infractions constatées par l'Inspection du travail donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal, soit 30 000 environ par an, condamnés par la suite "a minima".
En 1993, les juges ont prononcé 2 900 peines d'emprisonnement pour un délit en droit social mais 85 % de ces peines sont assorties d'un sursis total, l'emprisonnement ferme ne représentant que 4,2 % des condamnations. L'amende est

Notre croix du sud



Le mal est fait. Depuis le 18 juin, là où les prévisions météorologiques ne les attendaient pas, des fronts froids et humides se sont installés sur les villes ensoleillées de Toulon, Marignane, Orange et Nice. Le ciel bleu Marianne de nos chaudes contrées s'est entaché de nuages brunâtres qu'Alain Gillot-Pétré assure ne pas avoir revus depuis le milieu des années 30. L'aigle borgne, Sans Nid Fixe depuis un demi-siècle, a retrouvé son aire. On ne dirait plus le Sud, chanterait Nino Ferrer. Mais, que fait la démocratie ? reprennent de concert démocrates et républicains.

C'est Patrick Bruel, mieux connu sous le pseudonyme scénique de Patriiiiiiiiick (pour une meilleure prononciation, coincer votre petit doigt dans la serrure de votre portière puis ordonnez à votre plus jeune fils de la claquer brutalement) qui, le premier, a donné de la voix au Front, sans se la casser. Le nouveau messie de quelques millions d'adolescentes esseulées, a décidé, en toute hâte semble-t-il, de s'auto-censurer (alors que l'on pouvait penser que les maires néofacistes s'en chargeraient) en annulant ses concerts estivaux prévus dans les villes "empénistées".

150 artistes suivront le mouvement engagé contre les municipalités frontistes. La classe politique et médiatique se gratte alors la tête : boycott ou pas boycott ? On ne sait plus comment manipuler la bombe, ou pire, on ne veut plus y toucher au risque d'être responsable de son explosion.

Certes, le boycott culturel des villes gérées par le Front national pourrait de médiatiser l'indignation nationale et de culpabiliser l'électorat local du FN en montrant du doigt son mauvais geste civique. Mais culpabiliser cet électorat, c'est risquer de le marginaliser, de rendre ces populations isolées plus solidaires encore. Mettre le FN en quarantaine, c'est favoriser l'épidémie. Le pointer à l'index géographique du pays, c'est le laisser fertiliser sur un terrain propice aux mauvaises herbes. Et qu'est-ce donc qu'un électeur lepéniste, sinon souvent un citoyen socialement exclu et culturellement appauvri ? Le priver de dessert culturel, ou d'un minimum d'ouverture sur le monde extérieur, c'est l'abandonner aux mains de la "culture" néo-fasciste.

De même, la participation sans condition à la vie culturelle de ces villes aura, lui, l'effet néfaste de banaliser finalement les municipalités d'extrême droite, d'offrir au diable FN un visage humain. C'est pourtant au cœur du dispositif frontiste qu'il faut organiser la résistance démocratique. Pour que Toulon, Marignane, Orange et Nice ne deviennent pas les Vichy des livres d'histoire de nos petits-enfants, il ne faut pas annuler les concerts ou déménager sur des lieux saints les festivals ou autres expositions. A ces porte-parole de la liberté culturelle démocratique d'en user comme autant de tribunes. A eux et aux autres de risposter à blanc sur les places publiques, aux portes des villes, dans les écoles, et d'y chanter, d'y sculpter ou d'y danser pour démasquer, en images ou en alexandrins, le stratagème de l'extrême droite. La culture a un pouvoir de résistance et, depuis hier, le devoir de résister.

Éloge des tribuns

Le monde politique et jusqu'à notre parti voient nager en leurs eaux des poissons d'espèce et de grosseur différentes. Profilés pour la nage médiatique, certains viennent des élevages en eau douce de la technocratie ou des lagons protégés où les appareils nourrissent des alevins ambitieux. Souvent les électeurs boudent cette friture. Et puis il y a les tribuns, ces mammifères marins qui surgissent des océans profonds de la politique. Après avoir remonté les courants hostiles, après avoir livré de nombreuses batailles électorales, ces vastes, ces puissants animaux laissent derrière eux un étonnant sillage de villes, de circonscriptions ou de départements conquis. Ils savent créer un engouement, une volonté, une adhésion. Il en est très probablement ainsi de Lionel Jospin qui, après son bon score à l'élection présidentielle, demande légitimement le retour de l'espoir qu'il a fait naître. Il en est également de Henri Emmanuelli qui a su, au moment le plus difficile, garder, fort et uni, le parti des socialistes.

Recueillant un PS qui roulait vers son déclin, devenant Premier secrétaire alors que nous avions connu deux échecs électoraux parmi les plus durs de notre histoire, venant diriger une organisation qu'une gestion plus que médiocre avait conduite au bord d'une banqueroute financière infamante, Henri Emmanuelli, comme dans les Gouvernements de François Mitterrand, comme à l'Assemblée nationale, comme dans les Landes, s'est mis au travail. Sur une ligne nécessairement de "gauche", par la relance salariale, la redistribution et la réduction du temps de travail, le Congrès de Liévin a redonné aux socialistes, anesthésiés -à tort plus qu'à raison- par dix ans de pouvoir, une force de conviction.

L'éloignant du "champ de ruines", dès l'automne, une série d'élections partielles victorieuses et le retour d'un solde enfin positif dans l'opinion ont marqué le redressement de notre formation. La résistance au gouvernement Balladur s'est organisée. Des contacts ont été repris avec le Parti communiste, entretenus avec nos alliés radicaux, prolongés avec nos partenaires des assises de la transformation sociale. Ils ne l'oublieront par lors des désistements des municipales qui marqueront notre plus grand succès dans une consultation locale.

Engagé dans la course à la désignation parce qu'il eût été anormal que le premier des socialistes soit indifférent à l'idée de porter leurs couleurs à l'élection présidentielle, Henri Emmanuelli en définit le cadre loyal, en organise les règles démocratiques par un recours inédit au suffrage universel et, par son attitude devant la défaite, renoue avec un fair play qui n'était plus dans nos mœurs depuis Rennes. Durant la campagne présidentielle, enchaînant meeting sur intervention, il est le premier soutien de Lionel derrière lequel il a rangé, matériellement, politiquement, le parti. Il va jusqu'à lui en proposer la direction au lendemain du second tour, tranchant avec une époque où il convient davantage de s'accrocher à ses mandats que de les céder par choix politique.

Cette démarche est courageuse. À beaucoup elle évoque un souvenir précis. C'est le même panache que celui qui a présidé à Saint-Brieuc lorsque l'ancien trésorier, bien que n'étant ni le responsable juridique du parti au moment des faits, ni le créateur d'URBA, a accepté l'injuste sanction judiciaire qui le frappait en notre nom à tous. Mais, au-delà de ces gestes forts, de ces gestes généreux et libres, la force des tribuns est ailleurs. Ils savent qu'il n'y a pas de politique sans rêve, qu'un programme est autant un phénomène culturel qu'un document économique, que rien ne sera fait dans les actes, une fois le pouvoir retrouvé, si l'on n' a pas été plus loin, plus vite ou plus fort dans la détermination, dans la volonté, dans les engagements.

Pour que nous tenions nos promesses, pour que nous luttions contre le désespoir de celles et ceux qui souffrent, pour que nous ne versions plus dans les travers qui nous ont fait perdre à la fois notre identité et le vote de l'électorat populaire, nous aurons besoin à l'avenir de tribuns qui nous renvoient à nos idées, à nos valeurs, tout comme nous en avions besoin aujourd'hui. Devant le front des militants réunis, qui pourrait dire que Henri Emmanuelli a démérité du Parti ?

M.-A. Muret

la sanction quasi systématique pour les employeurs, en matière d'hygiène et de sécurité, elle ne devient minoritaire que s'agissant d'infractions commises par les salariés.

Le nombre d'infractions sanctionnées est donc extrêmement marginal et, si le droit commun du quantum s'appliquait, le travail des inspecteurs serait réduit à néant. En l'état, ce projet d'amnistie fait deux poids, deux mesures, selon que le contrevenant est employeur ou salarié.

J'en viens aux exclusions du champ de l'amnistie. A cet égard, le projet innove parfois heureusement -notamment en excluant les délits concernant l'environnement-, parfois fâcheusement -notamment en n'excluant pas l'abandon de famille ou la violation de sépulture.

Quant au délit d'entrave à l'IVG, il n'était pas prévu dans la liste initiale des exclusions. Mais un amendement du groupe socialiste sur ce sujet a été adopté par la Commission des lois. On ne peut laisser agir impunément les commandos anti-IVG. Or, si on ne les exclue pas du champ de l'amnistie, ils ont de grandes chances, étant donné leurs condamnations légères, d'être amnistiés par le biais du quantum. (...) Il n'y a pas d'oubli possible pour ces commandos qui rompent le pacte républicain en transgressant la loi ! (...) Ceux qui pratiquent ces violences ne cessent de vouloir leur donner une justification morale.

En conclusion, le groupe socialiste se félicite que la tradition de la loi d'amnistie soit maintenue mais tient à rappeler que celle-ci n'a de raison d'être que si elle est équitable et défend les principes fondamentaux de notre République.

Or ce projet n'est pas équitable en ce qui concerne la protection des droits des salariés ; il eut été même inacceptable s'il avait permis l'amnistie des commandos anti-IVG. D'où l'importance du sort fait à nos amendements (...) dont la vocation est de renforcer le pacte républicain dans notre pays et de créer ainsi les conditions d'une France pour tous. ■

La farce Chirac-Juppé

Les salariés sont les premiers dindons de la farce Chirac/Juppé. Souvenons-nous de la campagne présidentielle : Jacques Chirac n'avait pas de mots assez forts pour souligner l'absence de contradiction entre les salaires et l'emploi. Bien au contraire, accroître les salaires devait soutenir la croissance et donc l'emploi.

D'entrée de jeu, il avait d'ailleurs été annoncé une revalorisation du Smic au 1er juillet, et les observateurs attentifs commençaient à s'interroger : "va-t-il faire ce qu'il a promis" ?

Patatras. Une fois le plan Juppé présenté les salaires sont déjà ponctionnés. L'augmentation de deux points de TVA, c'est autant de consommation en moins. La suppression de la franchise de la CSG est un autre mauvais coup porté contre les plus défavorisés.

Tout cela montre bien que, contrairement à ce qu'indique M. Chirac et à ce qu'espère M. Séguin, la pensée unique continue à faire des ravages. Certes, on prend le soin de faire de "l'habillage" avec les mesures sur l'impôt sur les sociétés et de l'impôt de solidarité sur la fortune. La croissance n'est toujours pas soutenue, bien au contraire ! La consommation manquera toujours à l'appel de la croissance et, donc, de l'emploi.

Quant au prétexte de l'état calamiteux des finances publiques, cela nous fait sourire, nous socialistes. Au cours de ces deux dernières années, nous avons démontré, chiffres en mains, que MM. Balladur et Sarkozy ont considérablement accentué le déficit budgétaire et ce de manière irresponsable, alors que dans le même temps MM. Juppé et Toubon, membres du gouvernement Balladur, nous affirmaient l'inverse. On a du mal à croire qu'un responsable politique aussi mal informé que M. Juppé ait pu devenir Premier ministre...

Les récentes déclarations de M. Raoult au sujet du RMI nous inquiètent beaucoup. Quel mauvais coup se prépare ?

- Touchant le RMI lui-même et portant atteinte à la solidarité envers les plus défavorisés ?
- Ou bien contre les collectivités locales et les départements, avec pour objectif de leur faire supporter une part plus grande encore du dispositif ?

Dans les deux cas, l'opposition ne tolèrera pas la remise en cause du principe de solidarité ou de l'équilibre des collectivités locales que vient encore de sévèrement ponctionner le plan Juppé.

M. Tibéri, lui, essaye de faire amende honorable. Toutes les mesures qu'il a annoncées sur le logement à Paris vont sans doute dans le bon sens. La plupart d'entre elles étaient d'ailleurs demandées par les socialistes depuis de longs mois.

Mais tout cela ne fait pas oublier le bilan accablant de la Mairie de Paris depuis dix-huit ans, celui du maire Jacques Chirac avec Alain Juppé comme adjoint aux Finances. On espère simplement qu'il ne présidera pas la France comme il a dirigé sa mairie.

Restons vigilants

La gravité de ces actes qui bafouent un droit fondamental et insultent les lois de la République n'est pas aujourd'hui sanctionnée à sa juste mesure. Bien au contraire, ils sont en voie de rester impunis. Il fallait réagir vite ! La liberté, la santé et la sécurité des femmes en dépendaient. Pour défendre ce droit fondamental, le Parti socialiste appelait à un rassemblement mardi 27 juin devant l'Assemblée nationale, où de nombreux responsables et parlementaires socialistes étaient présents.

Grâce à la vigilance et à la combativité de nos députés, grâce notamment à Véronique Neiertz dont l'amendement a été adopté par l'Assemblée, nous avons repoussé cet assaut de l'ordre moral. Mais il faut rester vigilants ! rien ne dit que le Sénat, plus conservateur encore, ne reviendra pas sur cette modification.

La refondation est partie sur de bons rails

Ainsi, il ne nous aura pas fallu longtemps pour retrouver notre rôle d'opposition vigilante. Ardent devoir pour les socialistes que celui-là.

Comme le sont la refondation de la gauche et le rassemblement qui étaient à l'ordre du jour de nos journées de réflexion, mercredi et jeudi à Marne-la-Vallée. Le rassemblement y a prévalu, dans une grande dignité, en toute responsabilité, tranchant spectaculairement avec des épisodes plus traumatisants de notre histoire récente. Que Henri Emmanuelli et Lionel Jospin en soient chaleureusement remerciés.

La refondation reste un beau chantier à venir. Elle est partie sur de bons rails grâce à cette convergence. En tout état de cause, elle ne sera possible qu'avec les militants, par leur consultation, avec leurs votes, par la démocratie vivante. Parce que c'était le souhait et la volonté d'Henri Emmanuelli. Parce que c'était le souhait et la volonté de Lionel Jospin.

N'en déplaise, une fois de plus, à ce grand quotidien du soir qui se permettait d'écrire qu'avaient grincé les dents de certains qui, drôle de conception de la démocratie, ne voulaient pas associer les militants.

Mais il est vrai que le même journal n'avait aucun correspondant à Marne-la-Vallée. Drôle de conception du journalisme.

Jean Glavany

JOURNÉES DE RÉFLEXION - MARNE-LA-VALLÉE
28 ET 29 JUIN



LIONEL DIT OUI À HENRI

Il était une fois sur les bords de la Marne, la tribu des membres du bureau national, des sociétaires de l'équipe de campagne présidentielle, des anciens (futurs ?) premiers secrétaires, des anciens premiers ministres et anciens ministres, tous réunis pour réfléchir aux moyens de prolonger la magnifique remontée de la gauche amorcée lors de la campagne présidentielle. Ils étaient là aussi pour répondre à une question vieille de trois mois : qui sera (ou qui seront) le(s) futur(s) chef(s) de la gauche ? Tous savaient déjà que Lionel Jospin pouvait être ce futur guide, Henri lui en ayant fait la proposition. Ce mercredi matin, mallette à la main, ils sont (presque) tous à l'heure pour partager dans les salons du Novotel collégien de Marne-la-vallée, le café et les croissants. Plus de jeans et chemisettes que de costumes trois pièces, et puis les jolies couleurs des robes estivales de nos camarades féminines : la météo a annoncé une journée torride. Un bon bain dans la Marne serait bien agréable, mais c'est une longue journée studieuse qui les attend. Henri Emmanuelli et Lionel Jospin arrivent parmi les premiers. Le regard droit dans les yeux, ils échangent une poignée de main brève mais sincère. Les deux hommes se sont rencontrés longuement, la veille, rue de Solferino, et ont défini ensemble la future stratégie de la gauche. Le premier secrétaire, comme Laurent Fabius rencontré également mardi, connaît les intentions de Lionel Jospin. Les membres de la direction sont souriants. On se salue, on s'embrasse, on échange quelques signes de connivence... ou de politesse. Et puis, sans plus de commentaires, on pénètre rapidement dans le salon Guermantes, à huis clos. Fauteuils rouges et tables noires en rectangle. Dehors il fait très beau.

Le séminaire peut commencer. C'est au Premier secrétaire d'en ouvrir la réflexion. Trois propositions sont soumises à délibération. Ne rien changer, ce qui serait stupide. Remplacer le premier secrétaire actuel par Lionel Jospin. Constituer un attelage Emmanuelli/ Jospin comme le proposent tous ceux qui pensent qu'aucun n'a démérité. On sait que Henri Emmanuelli préfère la seconde solution, qui a l'avantage de la clarté. Lionel Jospin répond : "Il s'est passé quelque chose à la présidentielle... Si vous considérez que c'est utile, je veux répondre positivement à la proposition d'Henri Emmanuelli mais mon propos n'est pas de reprendre le PS et de remplacer Henri". Pierre Mauroy approuve chaudement ce discours, mais Louis Mermaz enchaîne : " Allons-nous tomber dans une logique présidentielle ? Est-ce que Lionel Jospin a besoin de devenir premier secrétaire ? Est-ce qu'on rendrait service au PS en faisant de Lionel Jospin un premier secrétaire alors qu'il a été un si bon candidat et en remplaçant Henri Emmanuelli qui a été un si bon premier secrétaire ? ". Michel Rocard vient alors appuyer Lionel Jospin et précise de façon un peu inattendue : " Je ne suis pas retraité de la vie publique. Je suis disponible pour appuyer le processus". Marie-Noëlle Lienemann s'inquiète d'un processus plébiscitaire qui, en élisant Lionel président "reviendrait à introduire le schéma de la Ve République dans le Parti socialiste..." Pour Laurent Fabius " Ce serait un formidable gâchis de ne pas profiter collectivement de la disponibilité de Lionel, mais Henri Emmanuelli a fait plus que remplir son contrat."

La discussion s'organise et la presse se languit. Peu de déclarations, peu de photos, le couloir qui mène au salon est classé périmètre interdit. Il leur faudrait attendre midi si quelques brèves apparitions ne venaient animer la matinée. Comme à l'école, le premier sorti est le dernier arrivé. Dominique Strauss-Kahn, le gagnant de Sarcelles, ne cherchait pas les journalistes mais les journalistes le trouvent : "Je dois juste passer un coup de fil...". Quelques minutes plus tard, Daniel Vaillant, qui cherchait lui aussi un téléphone, profite de l'occasion pour glisser un mot aux journalistes : " Tout se passe calmement... Le débat est largement ouvert... Il y a plusieurs possibilités auxquelles nous avons à réfléchir...". Amateur du Be-Bop, loin de la cohue, Paul Quilès a trouvé la solution de tranquillité. Les journalistes, venus à l'aube, attendent une réaction amère. Ils seront déçus. Pendant ce temps les débats se poursuivent et, comme pour mieux conjurer la question, si ce n'est le débat, l'intelligence est au rendez-vous. Trois interventions laissent l'auditoire admiratif : Jack Lang, survolant la question européenne, est salué de chuchotements flatteurs et de "pourquoi n'est-il pas toujours comme cela, il serait le meilleur d'entre nous !". Mélenchon, sur l'analyse de la présidentielle, et Henri Weber, dans un joli parallèle avec le socialisme des années trente, emportent également la palme. A la pause-déjeuner, un attroupement se forme autour de Claude Bartolone, le porte-parole des fabiusiens. On l'apostrophe amicalement. Le secrétaire national aux élections rajuste sa cravate, redresse et la tête et les épaules et regarde le journaliste d'Europe 1 droit dans les yeux. Il a cet air solennel d'un grand chercheur qui annonce une découverte sans précédent pour la science et l'humanité : "Lionel Jospin a fait don de son corps et de son esprit au Parti socialiste". Le mot est officiellement lâché. Après deux mois de réflexion et de négociations, l'ancien ministre de l'Éducation a dévoilé ses intentions. Mais la question de son statut au sein du PS n'est pas clairement définie précisera Claude Bartolone. De même, beaucoup, tels Jean-Christophe Cambadélis, Bertrand Delanoë, et Daniel Percheron bien qu'il ait fait lui-même -il y a peu- la proposition d'un tandem Président et Premier secrétaire, s'interrogent sur la coexistence un peu impraticable de deux pouvoirs jus-

> "- Lionel, veux-tu être le premier secrétaire du PS ?
>
> - Je suis prêt à l'accepter, c'est-à-dire... que je l'accepte."

qu'en septembre. Enfin, d'autres veulent des précisions sur l'évolution du parti et sur le programme. Lionel sera-t-il celui qui parviendra à ramener vers le PS l'électorat populaire et est-ce son objectif ? Notre parti va-t-il se transformer en rassemblement de supporters à l'américaine ? Dans le petit salon du Novotel, Jean Glavany improvise alors un mini-point de presse. C'est l'heure du déjeuner. "On en saura plus cet après-midi", conclut Jean Glavany. Au menu : salade d'avocat au saumon fumé, pièce de bœuf rôti sauce marchand de vin, plateau de fromages, clafoutis aux cerises... Et une table d'honneur qui réunit Henri Emmanuelli, Michel Rocard, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Louis Mermaz, Jack Lang et l'intarissable Louis Mexandeau... Il ne manque que Jacques Delors, qui rejoindra les troupes en début d'après-midi. Beau tableau pour un séminaire qui, à table comme au salon, rappelle les beaux jours du consensus et du rassemblement.

Le lendemain, même décor, mais l'action s'accélère. Henri Emmanuelli prend la parole pour déplorer la très mauvaise impression qu'a pu donner la confusion de la veille. Il répète à Lionel Jospin: "Je t'ai fait -et à toi seul- une proposition inconditionnelle pour que tu redeviennes le premier secrétaire du Parti socialiste tel que nous le connaissons. Ce n'est pas un geste personnel, c'est un geste politique. Je ne baisse pas les bras, je ne suis pas débarqué. De mon plein arbitre je te pose une question à laquelle il faut que tu répondes clairement. Certains croient en Dieu, moi je crois en le socialisme. Je veux qu'il franchisse ce siècle. Nos camarades sont nombreux à souhaiter que tu entreprennes cette tâche. Es-tu prêt à l'accepter comme j'ai cru le comprendre ?". Entouré de Claude Estier, dont l'expérience de doyen d'âge sera utile à la rénovation, de Daniel Vaillant, le nouveau maire du 18e arrondissement de Paris, de Bertrand Delanoë, Gérard Le Gall, Catherine Tasca et Véronique Néiertz, Lionel respire longuement et répond : "Je suis prêt à l'accepter, c'est-à-dire... que je l'accepte". Lionel Jospin est d'accord pour que Henri Emmanuelli reste seul aux commandes jusqu'à l'automne. Les propositions qui seront faites par les uns et par les autres devront être discutées au sein d'une commission que mettra en place le conseil national du 8 juillet. Lionel Jospin soumettra le dispositif qu'il envisage aux militants. Il est 11h00, jeudi 29 juin 1993. Le séminaire est fini.

Victor Robert

UN PLAN CALAMITEUX



Deux points de TVA, c'est-à-dire 2 % de ponction sur leur pouvoir d'achat, voilà ce que, depuis un mois, le gouvernement Juppé mijotait aux Français. On comprend que celui-ci ait attendu le lendemain du second tour des élections municipales pour annoncer la nouvelle.

Si les Français avaient eu connaissance du matraquage fiscal auquel ils vont être soumis, les élections, qui n'ont déjà pas été bonnes pour le gouvernement, auraient sans doute été calamiteuses.

Chacun connaît la formule favorite prêtée au nouveau président : les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. Le gouvernement vient d'apporter une nouvelle fois la preuve que ce n'est pas là paroles en l'air. Les Français avaient cru que l'élection de Jacques Chirac s'accompagnerait d'une hausse générale des salaires et des retraites. Ils devront se contenter d'une simple relavorisation du smic et du minimum vieillesse qui ne concerne qu'une petite minorité d'entre eux : 1,5 million de salariés sur plus de 20 millions et 1 million de retraités sur 11 millions. Par contre, tous verront leur pouvoir d'achat amputé par la suppression de la franchise de CSG -instaurée par Michel Rocard- et par l'augmentation des prix consécutive à celle de la TVA. Deux mesures qui pèseront davantage sur les petits que sur les gros revenus. Comment n'auraient-ils pas le sentiment d'avoir été floués ? Après la pillule CSG de Balladur, voilà le suppositoire TVA de Juppé. Ce n'était pas exactement le type de changement qu'ils attendaient.

Une fois encore, les entreprises sont les grands gagnants des largesses gouvernementales. Certes, nombre de chefs d'entreprise auront eux aussi le sentiment d'avoir été dupés. La hausse de 10 % de l'impôt sur les sociétés n'était pas au programme du candidat Chirac.

Elle ne saurait faire oublier que les milliards qui devront être ainsi acquittés représentent à peine plus du quart des quelque 40 milliards d'allègements de cotisations sociales dont ces mêmes entreprises bénéficieront. La différence est donc très largement à leur avantage. Qu'en feront-elles ? Le Premier ministre, qui joue son avenir politique sur la réussite de son plan, les pressent d'embaucher en échange. Il ne peut avoir oublié que son prédécesseur avait fait la même supplique, avec, à la clé, 50 milliards d'allègements sociaux et 30 milliards de remboursement de TVA. Ni la question adressée par François Mitterrand au président du patronat : où sont les emplois ? Il en ira des nouvelles mesures comme de celles d'hier. Les nouveaux contrats d'emplois exonérés remplaceront les anciens, en plus coûteux.

Des lendemains douloureux

Du coup, le gouvernement en a oublié cette autre promesse : réduire simultanément les dépenses, les impôts et les déficits. Au point d'augmenter simultanément les trois. Certes, le plan Juppé prévoit bien 19 milliards d'économies sur les dépenses. Mais, outre le fait que 18 milliards avaient déjà été prévus par son prédécesseur, elles ne couvrent que le tiers des dépenses nouvelles. De même, il réduit bien les prélèvements sociaux, mais c'est pour augmenter plus encore les prélèvements fiscaux. Quant au déficit, le Premier ministre semble découvrir ce que tout le monde sait depuis des mois dans le landernau politique : le déficit est plus élevé que celui inscrit dans le Budget 95. Découverte qui justifie à ses yeux qu'il ne puisse pas le réduire, au risque de laisser passer ce que lui-même appelle "notre dernière chance de participer à la monnaie unique".

Pour beaucoup de Français, les lendemains électoraux s'annoncent douloureux. Pour l'économie française, ils pourraient bien être pire encore. Faute de réduire les déficits publics, la baisse des taux à long terme sera insuffisante pour enrayer la montée des charges de la dette, principale cause du dérapage budgétaire ; le nouveau transfert des ménages vers les entreprises, aussi inutile que le précédent, va amputer une consommation déjà atone au moment où les exportations faiblissent. L'activité en sera affectée et, par conséquent, l'emploi. Alain Juppé s'est d'ailleurs bien gardé d'annoncer le moindre objectif de baisse du chômage, hier encore priorité du président Chirac. Il a préféré dénoncé les "déficits calamiteux" légués par son prédécesseur. Fallait-il y ajouter un plan calamiteux ?

André Gauron

Un air de déjà vu

Présenté comme un programme d'urgence, ce plan organise la politique de l'emploi jusqu'à la fin de l'année 1996. Le "collectif" n'est donc pas un texte de circonstance. C'est le plan antichômage du gouvernement pour les dix-huit mois à venir.

Un plan dont la philosophie est voisine de celle de Balladur

Jacques Chirac avait parlé de "révolution culturelle" et c'est une réplique de la politique d'Edouard Balladur qui nous est présentée.

Il s'agit, comme en avril 1993, d'une politique totalement concentrée sur la diminution du coût du travail à travers la baisse des cotisations patronales. D'une politique qui organise un nouveau transfert financier en faveur des entreprises : 70 milliards de francs en avril 1993, 50 milliards aujourd'hui, alors même que celles-ci souffrent davantage d'une insuffisance de la demande qui leur est adressée que d'un manque de moyens financiers.

Enfin, d'une politique fondée sur "la confiance" et sur l'espoir d'un comportement différent des chefs d'entreprise sans aucune obligation de leur part hormis l'accord sur un rendez-vous d'ici six mois.

Un plan sans grande efficacité sur le niveau de l'emploi

La baisse du coût du travail pour les non-qualifiés est une priorité. Elle figurait dans nos propositions. Elle n'est pas reprise en tant que telle par le gouvernement. Car ce qui est prévu par le plan Juppé, c'est l'introduction dans un dispositif déjà complexe de deux "contrats" :

- Le CIE (exonération de charges sociales + 2000 F) pour les demandeurs d'emploi de plus d'un an,
- Le contrat "jeunes" (exonération de charges sociales) pour les moins de 25 ans.

Ces formules ne sont que la reprise de dispositifs déjà limités. Leur succès se fera au détriment des autres catégories de salariés (malheur à qui n'est ni jeune ni demandeur d'emploi de plus d'un an) et l'"effet d'aubaine" jouera à plein : un grand nombre d'embauches qui se seraient effectuées naturellement donneront lieu à un versement de primes et d'aides sans aucune conséquence sur le niveau global de l'emploi.

Beaucoup d'argent public pour peu d'emplois

La lourdeur des prélèvements opérés sur les ménages : TVA (55 mds de francs en année pleine), suppression de la remise de 42 F sur la CSG (7 mds de francs) va freiner la consommation et donc modérer la demande au moment où les entreprises hésitent à embaucher et à investir.

Ces prélèvements d'impôts et de taxes vont annuler les effets des réajustements du Smic et des retraites. Ainsi, pour un smicard, compte tenu de la suppression de la ristourne CSG et de la hausse de la TVA, la hausse réelle du pouvoir d'achat est de l'ordre de 50 F par mois (soit 1% de son revenu). C'est bien peu pour espérer une reprise de la demande.

Les ménages paieront des impôts. Ils ne consommeront pas.

L'objectif fixé par Alain Juppé de créer 700 000 emplois d'ici 1996 est, somme toute, modeste, même s'il sera jugé là-dessus. En effet, pour la seule année 1994, 370 000 emplois ont été créés, et Juppé s'inscrit dans cette tendance. Mais il faut rappeler que 75 % de ces emplois sont des contrats précaires, de l'intérim et des stages.

Un plan inéquitable quant à son financement

Sur les 75 milliards de francs de recettes supplémentaires prévues dans le collectif : 62 milliards sont demandés aux ménages (TVA + suppression des 42 F), 14 milliards aux entreprises (relèvement de l'IS), 800 millions seulement au titre de l'ISF, et rien n'est exigé des épargnants et des rentiers. Ce sont donc les consommateurs les plus modestes qui vont faire l'essentiel de l'effort. On est loin de l'ambition affirmée lors de l'élection présidentielle d'une réduction de la fracture sociale.

François Hollande
secrétaire national aux Affaires économiques

Copie non contractuelle

VALBONNE - SOPHIA ANTIPOLIS, 24 ET 25 JUIN 1995

CONFÉRENCE DES LEA

UN CANNES POUR RIEN

Le Conseil européen de Cannes a apporté une illustration inquiétante des difficultés de fonctionnement d'une Union européenne de plus en plus large mais aux règles de décision pratiquement inchangées depuis l'époque où celle-ci ne rassemblait que six membres.
La détermination affichée à mettre en place la monnaie unique en 1999 n'est que la réaffirmation du traité de Maastricht. Et lorsque surgit la question, essentielle, du financement des grands réseaux communautaires qui pourraient éviter que les critères monétaires de Maastricht ne dégradent l'emploi, c'est la somme dérisoire de 500 millions d'écus pour deux ans qui apparaît pour financer des investissements de transport dont les priorités ne sont pas même mentionnées.
La discussion sur le montant des aides de l'Union aux pays ACP (essentiellement les pays subsahariens de la Convention de Lomé) aux pays méditerranéens et aux pays de l'Est, a certes pu être finalement conclue, mais les niveaux financiers laborieusement acceptés à l'unanimité sont tous très inférieurs aux propositions de départ de la Commission et aux nécessités d'une véritable politique étrangère commune.
La mise en place d'"Europol", la coopération policière qui permettrait aux Quinze de coordonner enfin leur lutte contre les grands trafics internationaux à l'échelle où ceux-ci sont déjà organisés, a été quasi bloquée par la Grande-Bretagne.
Enfin, si, dans le style qui lui est propre et qui semble avoir quelque peu hérissé nos partenaires, Jacques Chirac a voulu affirmer à propos de la Bosnie une nouvelle volonté, force est de dire, au moment où j'écris ces lignes, que s'il apparaît en effet très décidé, il ne semble pas encore savoir à quoi ! Au moment où l'Union européenne va se pencher, à travers une nouvelle Conférence intergouvernementale, sur la refonte de ses institutions existantes, une remarque de bon sens me vient en tout cas à l'esprit : là où nous jugeons utile que nos pays agissent ensemble à travers des politiques communes, donnons à l'Union les moyens de la décision -c'est-à-dire, en clair, la capacité de décider à la majorité- sinon, c'est la vision des conservateurs britanniques d'une Europe simple zone de libre-échange qui l'emportera très vite.

Gérard Fuchs



L'INDISPENSABLE SOLIDARITÉ

Fidèle à sa tradition, le PSE, à la veille du Sommet européen, a réuni les leaders de ses partis membres, près de Cannes.

La Conférence intergouvernementale de 1996 (CIG 96), la lutte pour l'emploi, l'environnement, la Bosnie et la question d'actualité de la reprise des essais nucléaires par la France constituaient le menu des discussions.

Réunis à huis clos lors du dîner du 24 et du déjeuner du 25, les leaders ont participé également à une séance de travail avec leurs collaborateurs les plus proches le dimanche matin.

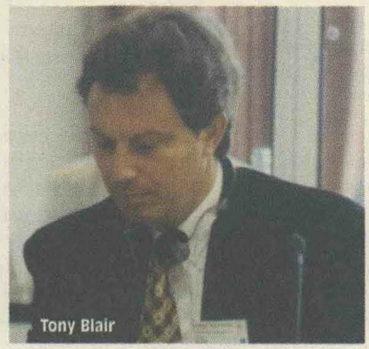
De nombreux chefs de gouvernement étaient présents à Valbonne : Gro Harlem Brundtland de Norvège, Poul-Nyrup Rasmussen du Danemark, Paavo Lipponen de Finlande, Felipe Gonzalez pour l'Espagne, Andréas Papandréou pour la Grèce, Franz Vranitzky, Chancelier autrichien, et Wim Kok des Pays-Bas ; ainsi que la plupart des chefs de l'opposition pour les autres pays parmi lesquels Tony Blair, leader du Labour Party, était tout particulièrement en vue eu égard à l'actualité britannique.

Cependant, si l'ambiance était détendue et conviviale entre partenaires qui se connaissent bien et s'apprécient, les débats n'ont débouché sur rien de décisif. Mais pouvait-il en être autrement ?

Une rencontre particulière est prévue à l'automne sur la Conférence euro-méditerranéenne et une autre pour conclure sur la CIG 96.

Cette réunion a pris acte de l'avancement de la réflexion commune en rendant publics deux textes de travail, l'un sur la CIG 96, l'autre intitulé "Un contrat équitable pour l'emploi, l'environnement et l'égalité".

Si la dynamique européenne connaît actuellement une phase de ralentissement certaine, le PSE doit pouvoir relancer la machine en renouvelant sa réflexion et sa capacité d'action. Nos débats sur la Bosnie et les essais nucléaires ont en tous les cas manifesté des convergences et des accords de fond fort encourageants.


Tony Blair

Le risque pour ce genre de rencontre de se transformer en formalité diplomatique, ne peut être évité que par la volonté commune d'aborder les vraies questions et la nécessité de prendre des décisions qui engagent le mouvement social-démocrate européen dans son ensemble. La Conférence de Valbonne a sans doute contourné l'écueil, mais il demeure. Les échéances prochaines devront raviver au sein du PSE l'indispensable solidarité sociale-démocrate pour affronter les enjeux européens de 96 et au-delà.

Renée Fregosi

SOMMET

Chirac ne brille p

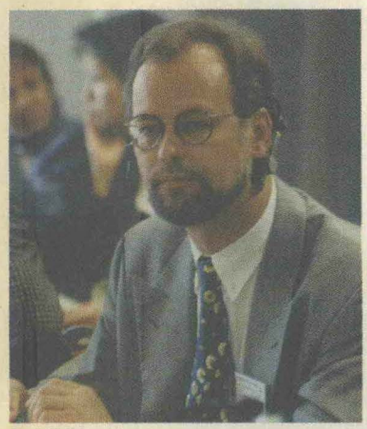
Désireux d'effacer la mauvaise impression qu'a laissée le renvoi de la monnaie unique à 1999 par le ministre des Finances, les chefs d'Etat et de gouvernement européens réunis à Cannes se sont accordés dès lundi pour réaffirmer leur volonté de respecter les modalités et le calendrier inscrits dans le traité de Maastricht.

La France, qui préside avant de confier le relais à l'Espagne, avait prévu de donner des impulsions vigoureuses. Jacques Chirac est donc entré dans le cercle avec la volonté d'imposer son style -nous savons depuis Halifax que le Président est l'adepte d'une diplomatie hyperactive dont la débauche d'énergie semble jusqu'à présent inversement proportionnelle aux résultats obtenus.

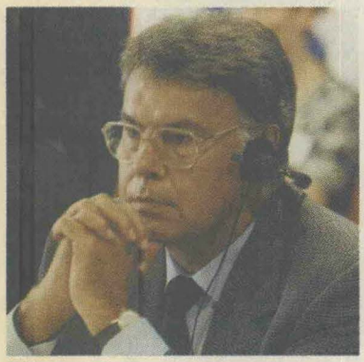
Or, aujourd'hui, l'Europe sollicite doublement le chef de l'Etat ; d'une part parce qu'elle n'est pas, à proprement parler, de tradition gaulliste, et, d'autre part, parce que l'Union européenne a besoin d'apparaître, dans un environnement fébrile, comme un pôle de stabilité. La rencontre était d'importance, mais elle n'a pas tenu ses promesses.

Tout d'abord, sur le plan de l'emploi présenté comme le cheval de bataille du Président Chirac, le sommet de Cannes n'a abouti qu'à la possible mise en œuvre d'une surveillance conjointe des

DERS DU PSE



Rudolf Scharping



Felipe Gonzalez



Antonio Guterres

Point de vue

Les socialistes européens accordent leurs violons

Le sommet avait lieu à l'invitation d'Henri Emmanuelli puisque c'est actuellement la France qui exerce la présidence de l'Union européenne. Plutôt qu'une longue déclaration finale "fourre-tout", les leaders socialistes ont préféré approfondir leur réflexion commune sur trois sujets d'actualité.



La préparation de la conférence intergouvernementale sur la réforme des institutions.

La discussion a vite fait apparaître un désaccord de fond sur la façon de prendre les décisions au Conseil. Veut-on ou non se donner les moyens de faire fonctionner à l'avenir une Union européenne élargie ? Accepte-t-on de prendre des décisions à la majorité, comme le souhaite les socialistes français, et non plus à l'unanimité ? De nouvelles rencontres seront nécessaires pour convaincre certains de nos partenaires, en particulier les travaillistes britanniques.

Une différence d'approche s'est également manifestée entre les responsables nationaux des partis politiquess et les parlementaires ou commissaires européens. Les premiers sont d'abord inquiets des incompréhensions que suscite l'Europe dans leurs opinions publiques alors que beaucoup d'entre eux sont à la veille d'échéances électorales. Les seconds sont convaincus de la nécessité de faire des propositions permettant de réussir la conférence de 1996 et de sortir l'Union européenne de l'enlisement.

Comment concilier emploi et environnement ?

Sur ce thème, une discussion approfondie s'est engagée sur la base d'un document élaboré par Svend Auken (socialiste danois) et Allan Larsson (socialiste suédois). Comment rendre compatible la défense de l'emploi et celle de l'environnement ? Quelle priorité définir ? En matière d'environnement, Felipe Gonzalez a dénoncé une certaine ➡

E CANNES

s sur la croisette

politiques de l'emploi, et encore était-ce à l'initiative du Premier ministre danois, M. Rasmussen. Plus grave, à l'exception de la Grande-Bretagne, aucun pays n'a déposé de "programmes pluriannuels" pour l'emploi qui devraient permettre un échange d'expériences comme cela avait été décidé à Essen.

Ensuite, sur le dossier des quatorze "grands travaux" transeuropéens (autoroutes et TGV), les Quinze ont promis du concret : 522 millions d'écus (4 milliards de F) pour 1995 et 1996, soit l'équivalent de 4 % du coût du tunnel sous la Manche. Autant dire une goutte d'eau dans un océan. Ces "travaux d'Hercule" permettraient de donner un coup de fouet à l'économie (et donc à l'emploi), mais ils nécessitent 520 milliards de F d'ici 2010. Le compte est donc loin d'être bon et, là encore, Jacques Chirac n'a pas su convaincre ses partenaires.

Seul point positif : malgré les réticences de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, l'aide accordée aux pays pauvres par le FED (Fond européen pour le développement) est reconduite... C'est tout de même un peu mince !

Décidément, les prestations internationales de Jacques Chirac s'enchaînent et se ressemblent : arrivées tonitruantes mais piètres sorties.

Frédéric Dépétris

DÉCLARATIONS DES LEADERS DU PSE, 24 ET 25 JUIN 1995

ESSAIS NUCLÉAIRES

En mai de cette année, le Traité de non-prolifération a été prolongé inconditionnellement et pour une période indéfinie malgré le fait que plusieurs États ne possédant pas d'armes nucléaires, signataires du Traité, étaient critiques quant au rôle des États disposant de ces armes à l'égard du maintien du régime de non-prolifération.

Un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires est considéré par beaucoup comme une contribution majeure au renforcement de la légitimité du Traité de non-prolifération qui limiterait le développement de nouvelles armes nucléaires.

La décision du gouvernement français de reprendre les essais et d'ignorer le moratoire existant constitue une atteinte inutile au régime de non-prolifération.

Les leaders du PSE condamnent cette décision et invitent le gouvernement français à la changer. Ils demandent à tous les États disposant d'armes nucléaires de confirmer leur renoncement aux essais. Ils invitent l'ensemble des gouvernements à coopérer à un effort afin de parvenir à un accord immédiat concernant le traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires et le renforcement de la paix.

BOSNIE

Après quatre ans d'interminables souffrances, en Bosnie, une fois de plus, c'est la guerre. Sarajevo devient de plus en plus le symbole tragique de l'impuissance de la communauté internationale pour stopper la guerre.

Seuls une négociation et un accord peuvent permettre une solution. Celle-ci doit reposer sur la mise en œuvre du Plan du Groupe de contact et la garantie des droits de toutes les communautés ethniques et religieuses. Par conséquent, la recherche d'une solution purement militaire serait une erreur. Nous, leaders socialistes et sociaux-démocrates européens, une fois de plus, nous demandons :

- à toutes les parties en conflit, un cessez-le-feu immédiat, afin d'éviter de nouvelles victimes innocentes, et qui permette d'ouvrir la voie à une solution politique ;

- aux Serbes de Bosnie, de lever le siège de la ville de Sarajevo, de s'abstenir de toute hostilité contre les Casques bleus et leurs actions de paix, et d'accepter enfin les propositions du Groupe de contact ;

- au gouvernement de Belgrade, de reconnaître les frontières de la Croatie et, surtout, de reconnaître le droit de la Bosnie d'exister en tant qu'Etat souverain dans ses frontières actuelles, condition essentielle et indispensable pour pouvoir définir par la négociation entre les parties le cadre constitutionnel de l'Etat de Bosnie ;

- que les zones protégées par l'ONU soient réintégrées pacifiquement à la Croatie, en les dotant de l'autonomie proposée par le Groupe de contact ;

- à tous les Etats, un soutien actif à l'action des Nations-unies et d'éviter le retrait des Casques bleus, mais au contraire, de renforcer leur présence et défendre leur action et leur sécurité ;

- à tous les gouvernements, une application rigoureuse et cohérente de l'embargo et des sanctions en renforçant les moyens de contrôle et en prenant les mesures compensatoires pour aider les pays limitrophes dont l'économie subit les conséquences de l'embargo ;

- à toutes les femmes et tous les hommes du continent européen, de se mobiliser et d'agir pour manifester leur solidarité aux personnes et aux peuples victimes de la guerre, et d'exercer une action vers leurs parlement et gouvernement pour la concrétisation des objectifs décrits ci-dessus.

CONFÉRENCE DES LEADERS DU PSE

incohérence : l'Europe ne peut pas, d'un côté subventionner le charbon et, de l'autre, taxer le CO2.

Pour Henri Emmanuelli, l'emploi est la priorité, la croissance reste un facteur nécessaire mais non suffisant de création d'emploi. Celle-ci doit s'accompagner d'une réduction volontaire du temps de travail sans baisse de salaire car, sinon, la diminution du pouvoir d'achat des salariés tuera les effets de la croissance. La taxe sur le CO2 doit financer la création d'emplois locaux. Pour d'autres, comme les auteurs du rapport ou le leader britannique Tony Blair, la réduction du temps de travail n'est pas perçue comme une priorité. C'est grâce à des efforts de formation importants et à une amélioration des mécanismes du marché du travail qu'ils estiment pouvoir le mieux combattre le chômage.

Dans un courrier qu'il avait adressé à Rudolf Scharping, Jacques Delors avait souhaité un approfondissement du travail du PSE. Les socialistes européens devraient adopter une stratégie réaliste en tenant compte des obstacles : la résistance à une pleine intégration de l'environnement dans notre modèle de croissance, le financement d'infrastructures respectueuses de l'environnement, l'absence de véritable politique économique européenne. Notre société vit une mutation profonde liée à la mondialisation et à l'impératif écologique mais aussi à la révolution de l'information et aux conséquences du progrès technique sur la durée du travail.

Sur proposition de Rudolf Scharping, les leaders ont confié à Jacques Delors la responsabilité de définir, avec tous et notamment avec les syndicats, une stratégie commune des socialistes européens pour pouvoir peser sur la réforme du traité de Rome.

Les essais nucléaires

Sur proposition des socialistes néerlandais, les leaders ont condamné la reprise des essais nucléaires et souhaité que le Président français revienne sur sa décision. A notre initiative, ils ont également demandé à tous les Etats disposant d'armes nucléaires de confirmer qu'ils renoncent aux essais. Cela est d'autant plus important que la Grande-Bretagne ne l'a jamais officiellement dit et que des hésitations semblent poindre du côté américain sur une éventuelle reprise. Mieux vaut prévenir que guérir.

En marge du Sommet, les leaders qui sont au pouvoir dans leurs pays se sont rencontrés pour évoquer directement l'ordre du jour du Conseil européen de Cannes. Ainsi, autour d'Henri Emmanuelli en tant qu'hôte, et Rudolf Scharping en tant que Président du PSE, se sont retrouvés Felipe Gonzalez, les Premiers ministres Wim Kok (Pays-bas), Poul Nyrup Rasmussen (Danemark), Ingvar Carlsson (Suède) et Paavo Lipponen (Finlande). Ils se sont mis d'accord sur le financement des efforts de l'Union européenne en faveur des pays d'Europe de l'Est et de la Méditerranée, sur la nécessité d'évoquer la reprise des essais nucléaires contrairement au souhait de Jacques Chirac, sur la critique du travail du groupe Molitor sur la dérèglementation. Ils ont enfin souhaité que le comité de réflexion chargé de préparer la conférence de 96 puisse faire un travail de fond et que son mandat ne soit pas limité comme le souhaite Jacques Chirac.



Elisabeth Guigou et Pauline Green entourent Henri Emmanuelli

Grâce à ce travail collectif, s'élabore petit à petit une Europe politique où les socialistes font progresser leur projet dans le respect de l'identité nationale de chacun, au service d'un ensemble régional fort et solidaire. Seule la construction de cette Europe nous permettra d'équilibrer les forces du marché qui ne connaissent pas les frontières des Etats, de défendre une certaine idée de la démocratie et de l'égalité des chances, une croissance créatrice d'emploi et respectueuse de l'environnement, un certain niveau de salaire et de protection sociale.

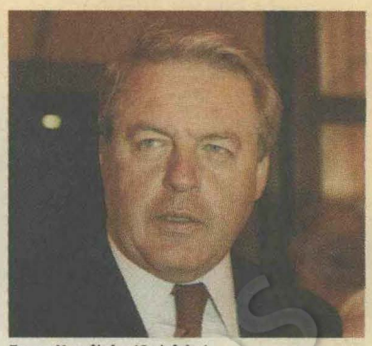
Pervenche Berès
secrétaire nationale du PS à la Coopération et au Développement

TO BE OR NOT BE

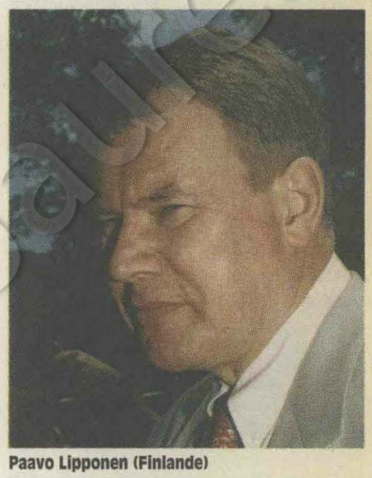
Qu'est ce que le PSE, c'est la question qui circulait autour des tables, parmi les délégations et dans la bouche de chacun des leaders réunis à Valbonne. Pour les uns, et cette première catégorie rassemblait les commissaires européens, l'ensemble de la sociale-démocratie scandinave et, pour tout dire, l'essentiel de nos camarades en charge des affaires de leur pays, le Parti des socialistes européens doit accompagner "tranquillement" les modifications institutionnelles de l'Union, être une sorte de laboratoire d'idées, d'instance de concertation et de réflexion. Rien de moins et rien de plus ! Pour les autres, et Henri Emmanuelli comptait au rang de ceux là, le PSE ne peut pas avoir deux heures d'existence à l'orée de chaque sommet des Quinze. "Si c'est l'amitié et seulement elle qui nous réunit deux fois par an autour d'une table pour un bon repas, nul n'est besoin d'en dresser un calendrier aussi formel. Si c'est autre chose, il est temps que nous le disions et que, par exemple, nous convenions de deux ou trois objectifs : un salaire minimum européen, une charte des services publics compensant les dérégulations nationales. Il faut enfin que nous cessions, alors que dans chacun de nos pays nous combattons la droite et la régression qu'elle propose, de l'approuver quand elle s'appelle démocratie chrétienne et qu'elle siège à Bruxelles ou à Strasbourg. Un socialiste n'est pas moderne et européen quand il est de droite. Soyons un peu de Gauche !".

Ces propos du Premier secrétaire étaient largement repris par Rudolf Scharping, Président du PSE, Tony Blair et Antonio Guterres, mais, dans la bouche de l' Anglais et du Portugais, tous deux dans l'antichambre du pouvoir, on ne sait si ce maximalisme était de circonstance pour éviter de revenir devant leur opinion publique avec des propositions précises, ou bien s'il était sincère. La plaisanterie de Neil Kinnock disant "certains veulent parler de salaire minimum d'autres du nombre des commissaires, je propose qu'on parle du salaire minimum des commissaires" n'était pas de bon augure.

MAJ



Franz Vranitzky (Autriche)



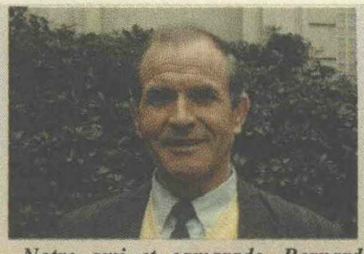
Paavo Lipponen (Finlande)



John Hume (Irlande)



Gro Harlem Brundtland (Norvège)



Notre ami et camarade, Bernard Thareau, vient de nous quitter. Il avait cinquante-neuf ans. Une dure maladie a fini par avoir raison de cet homme qui respirait la santé autant morale que physique. Nous l'aimions pour sa générosité, sa vision à la fois réaliste et bienveillante des choses de la vie. Pour sa droiture et la manière claire et nette qu'il avait d'appeler un chat un chat. Bernard était un agriculteur et le bon sens de la terre coulait dans ses veines. Bernard était un socialiste. Au sens profond du terme. C'est avec une rigueur sans faille qu'il a conduit son action politique notamment comme Secrétaire national du PS chargé des questions agricoles et du monde rural puis comme député européen. Nous associons notre peine à celle de sa famille et de ses proches.

CHINE

La lutte finale pour la succession de Deng Xiaoping

La bataille pour la succession de Deng Xiaoping est ouverte, alors que le régime joue la carte du nationalisme et tente de retrouver une base idéologique forte.

En Chine, 45 ans de régime communiste n'ont pu éradiquer la superstition. Et ce début d'année 1995 a donné aux Chinois une belle occasion de spéculer sur l'avenir.

En effet, alors que l'on prépare depuis des mois le pays à l'annonce du décès de Deng Xiaoping, on apprenait, le 11 avril dernier, la mort de Chen Yun, le grand économiste orthodoxe du parti, sauveur du pays après le désastre du "Grand bond en avant", l'adversaire farouche de Deng. Comment ne pas voir dans ce décès la réédition de 1976, qui avait vu disparaître successivement Chou En lai et Mao. Ainsi, d'après les oracles, 1995 devrait marquer le terme de l'agonie de Deng Xiaoping, dans un contexte plus que troublé.

La bataille pour la succession est déjà bien engagée et les trois prétendants officiels, Jiang Zemin, Li Peng et Qiao Shi, redoublent d'efforts, stimulés par ce coup de pouce du destin. Leurs angles d'attaque sont de trois ordres : diplomatie, sentiment nationaliste et lutte contre la corruption.

Des prétendants en quête de légitimité

Depuis près d'un an, Jiang et Li multiplient les contacts internationaux pour se donner une véritable stature d'hommes d'Etat : Sommet de Davos, Sommet de l'APEC à Seattle, visite en Europe en septembre 94, échanges de visites avec le Japon et la Russie pour Jiang ; tournée en Asie du sud-est à l'automne 94, réception du Premier ministre nord-coréen en janvier 95 et visite en Europe, en mars 95, pour Li. Ce ballet diplomatique se double d'un regain d'activité de la Chine dans sa zone d'influence : raidissement sur les questions de Taiwan et du Tibet, soutien au régime nord-coréen, nouvel essai nucléaire le 15 mai, soit quatre jours après la prorogation du Traité de non-prolifération, réaffirmation des revendications sur les îles Spratleys, soupçon de vente de procédés nucléaires à l'Iran. Ce qui n'est pas sans inquiéter les voisins immédiats de l'Empire du Milieu, malgré les déclarations d'apaisement de Pékin.

Parallèlement à l'effervescence internationale, le régime joue la carte du nationalisme. Discrédité depuis T'ien an Men, il tente ainsi de retrouver une base idéologique forte, comme lors de chaque période troublée de l'histoire récente du pays. Ce regain nationaliste se traduit à la fois par une incitation à la célébration des rites traditionnels, par la propagation de la pensée confucéenne, la dénonciation du néo-colonialisme et de l'ingérence étrangère, notamment américaine. Chaque occasion de stigmatiser l'Occident est saisie (célébration de la Guerre de l'Opium, protestations contre le rejet de la candidature chinoise à l'OMC et à l'organisation des JO de l'an 2000, rappel par Pékin de son ambassadeur aux USA après la visite privée du Président taïwanais Lee Teng Hui à son ancienne université de Cornell).

Les attaques contre la corruption, moyen de lutte pour le pouvoir

Avec le suicide, le 6 avril, de Wang Baosen, vice-maire de Pékin, suivi de la démission, le 27 avril, de Chen Xitong, secrétaire du comité municipal du parti de la capitale, la lutte contre la corruption prend un tour très politique. En effet, plus que le signe évident d'une recrudescence de la corruption, l'"affaire Chen" confirme la force des tensions au sommet de l'Etat et l'utilisation des campagnes "mains propres" comme moyen à la fois de lutte pour le pouvoir et d'élimination des adversaires potentiels. En l'espèce, Chen est un coupable parfait : impopulaire à cause de sa responsabilité dans les massacres de T'ien an Men, il est adversaire résolu du "clan de Shanghai" du président Jiang. Mais les jeux sont subtils et aléatoires ; ce n'est pas Jiang Zemin mais Qiao Shi qui bénéficiera de la chute de Chen Xitong, son successeur étant Wei Jianxing, un proche du président de l'Assemblée nationale.

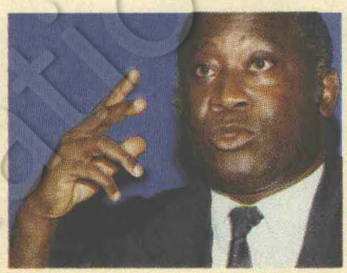
Obnubilés par leur lutte, les prétendants au "trône" de Deng semblent oublier, ou ne pas pouvoir prendre en compte, la réalité sociale et économique du pays. Les indicateurs sont pourtant au rouge : 80 millions de SDF dans les grandes villes, 15 fois plus qu'en 1984 ; multiplication des grèves et des émeutes paysannes (+100 % en un an) ; envolée des prix, (+ 40 % en un an) alors que les salaires sont versés avec des mois de retard ; diminution de la rentabilité de la terre et augmentations des taxes rurales qui provoquent des représailles de plus en plus fréquentes contre les cadres locaux de l'Etat et du parti.

Face à ces réalités, pas l'ombre d'une inflexion du régime, de plus en plus dur à l'égard des intellectuels et des opposants. Les dirigeants semblent n'avoir aucune conscience des conséquences de leurs initiatives. Comment exalter la puissance chinoise sans aiguiser l'appétit de sécession des dirigeants des provinces "riches" ? Comment invoquer les mannes de Confucius et le nationalisme sans admettre la faillite idéologique du parti, créé en 1919 comme anti-nationaliste et anti-confucéen ? Comment, enfin, faire croire aux Chinois que seuls les Pékinois seraient corrompus par le système ?

La "lutte finale" pour la succession de Deng Xiaoping risque de se transformer en implosion du régime, faisant éclater l'unité chinoise, avec les graves conséquences que l'on imagine sur la stabilité régionale. Le jeu en vaut-il vraiment la chandelle ?

Pierre Thomas

3 QUESTIONS — LAURENT GBAGBO



Investi, le 25 juin 1995, candidat à l'élection présidentielle d'octobre en Côte d'Ivoire par son parti, le Front populaire ivoirien (FPI) dont il est le secrétaire général, le député Laurent Gbagbo, de passage à Paris, répond à nos questions.

Après la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, le FMI s'est engagé à décaisser dans les deux ans 2,7 milliards de dollars pour la Côte-d'Ivoire. Votre pays, qui s'était déclaré insolvable en 1987, a semblé repartir en 1994 après sept ans de récession. Qu'en pensez-vous ?

Vous dressez un tableau trop optimiste. La Côte-d'Ivoire n'en a pas fini avec la récession. Les prix du café et du cacao ont chuté à partir de 1980, nous plongeant dans une situation difficile. En 1994, nous avons observé deux choses.

La première, c'est qu'après treize ans d'ajustement interne -suppression de sociétés d'Etat, dégraissage de la fonction publique ramenant ses effectifs de 130 000 à 103 000-, les institutions de Bretton Woods ont décidé de faire au niveau de la zone franc un ajustement externe, d'où la dévaluation. Dès lors, elles ont décidé de décaisser.

Le deuxième élément, c'est que les prix du cacao et surtout du café, qui étaient tombés si bas, ont remonté en 1994. L'Etat ivoirien est aujourd'hui dans une meilleure situation financière bien que les problèmes de la dette extérieure (21 milliards de dollars environ), et de la dette intérieure dont on ne parle plus, demeurent et se sont même aggravés avec la dévaluation. Mais le peuple ivoirien, lui, souffre énormément. Le prix du riz, aliment de base, a été multiplié par trois et la plupart des denrées sont très chères tant à la ville qu'à la campagne. Tout ce que l'Etat emmagasine n'est pas répercuté au niveau des citoyens. Voilà le grave problème.

D'octobre à décembre 1995 doivent se dérouler des élections générales décisives, les premières depuis la disparition de Félix Houphouët Boigny. Dans quel climat se préparent-elles ?

Au niveau du FPI, nous sommes sereins. Mais nous voyons que la sérénité qui anime les forces démocratiques et le Front républicain a déserté le camp d'en face. Vous venez de voir ce qui est arrivé à Aboudrahamane Sangaré, le numéro deux du FPI, sauvagement bastonné devant le ministre de la Sécurité dans son propre cabinet. Nous ne sommes pas à l'abri d'agressions physiques de cette nature. Néanmoins, nous avons dit au président de la République, Henri Konan Bédié, que nous sommes prêts à la discussion pour que soient organisées des élections propres. Nous attendons la réponse.

Vous venez d'évoquer le Front républicain. Quelle stratégie, quelles alliances met en œuvre le FPI pour ces élections ?

Nous avons cherché à rassembler tous ceux qui veulent l'alternance politique et qui pensent qu'elle est possible. Scission de l'ancien parti unique, le Rassemblement des républicains (RDR), créé en juin 1994 par des proches du Premier ministre d'Houphouët, Alassane Ouattara, a répondu présent ainsi que l'Union des forces démocratiques (UFD) regroupant six formations... Le FPI est au centre de cette alliance. Nous menons ensemble une bataille pour la transparence des élections, revendiquant une commission nationale électorale autonome, la reprise du recensement, la remise de procès-verbaux aux représentants de chaque candidat dans les bureaux de vote. Nous ne voulons pas d'un code électoral que doivent compléter 28 décrets d'application... Notre première bataille est pour la transparence et si ceux d'en face sont prêts à jouer le jeu démocratique, nous avons confiance en nous.

Propos recueillis par Guy Labertit

COLOMBIE
UN MAIRE SUR LE SENTIER DE LA PAIX

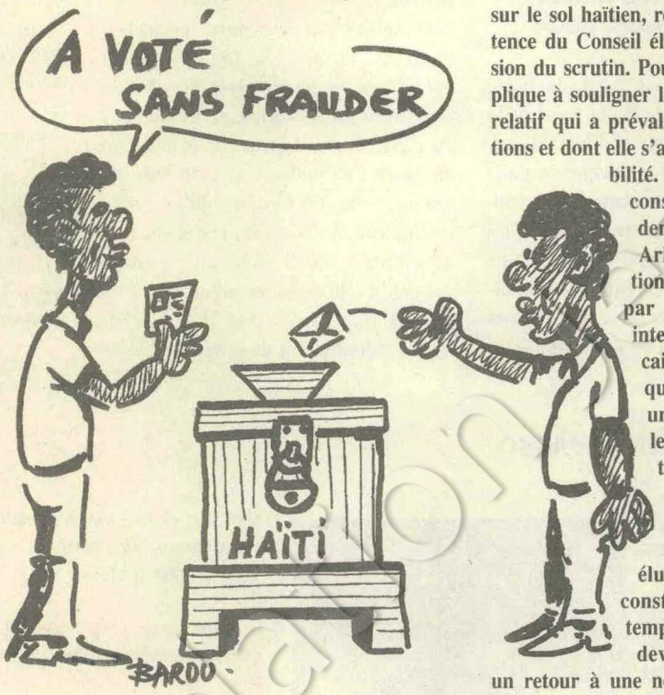
Aguachica, au nord de la Colombie, a déclaré la guerre à la guerre. Ce petit bourg rural, zone franche policière et judiciaire, vit entre deux feux. Guérilla d'extrême gauche et groupes paramilitaires d'extrême droite se disputent pouvoir et richesses.
Le bilan est impressionnant : 106 victimes ont été comptabilisées l'année dernière, et 276 dans les localités voisines.
La population, lassée, abandonne maisons et cultures pour chercher le calme plus au nord, ou plus au sud.
Les partis traditionnels ont passé la main à un maire militaire, nommé par l'Etat en 1991.
Juges et policiers font le gros dos et comptent les coups.
Un inspecteur de police venu constater un assassinat collectif avouait à un journaliste son désespoir : "J'ai vu grandir tous ces enfants" (les victimes).
"Le délit le plus grave ici, c'est le vol de poules. Tout le monde pêche, boit et discute (...) la première chose à laquelle j'ai pensé, c'est donner ma démission".
Un homme venu de la lutte armée a dit non et changé son fusil d'épaule.
Luis Fernando Lopez Rincon, issu du M 19, qui a troqué la mitraillette pour le bulletin de vote, s'est présenté aux municipales pour "faire la paix, ce qui est plus difficile que de faire la guerre".
Il a entraîné derrière lui une force tranquille composite : des libéraux, des groupes catholiques, des associations.
Ils ont gagné les élections et pris la mairie le 1er janvier. Le 14, sept jeunes gens ont été tués dans un café. Le crime n'a pas été signé.
Quelques temps plus tard le directeur de l'hôpital a été exécuté anonymement.
En avril des lettres de menaces ont été envoyées à Luis Fernando Rincon Lopez : le maire est sommé par les violents des deux bords de renoncer à la paix.
Luis Fernando Rincon a réagi publiquement en déclarant la guerre à la guerre : "M. Manuel Pérez (chef du groupe guerillero) "messieurs les chefs paramilitaires, l'heure est venue d'abandonner l'intimidation et les luttes clandestines. Prenons les citoyens à témoin".
Le maire d'Aguachica a décidé d'organiser fin juillet un référendum municipal. Le projet a été soumis aux autorités, ministre de l'Intérieur et conseiller pour la sécurité nationale. Luis Fernando Rincon a lancé un pavé dans la mare de l'indifférence et du laissez-faire.
L'Etat est sommé de prendre ses responsabilités.
Les groupes violents sont mis au défi de la légitimité populaire.
Le pari courageux mérite d'être encouragé et soutenu. Il y a, en Colombie, beaucoup d'Aguachica.

Jean-Jacques Kourliandsky

ÉLECTIONS EN HAITI
DÉMOCRATIE EN ÉTAT DE FAIBLESSE

Le dimanche 25 juin, les Haïtiens sont allés voter pour élire leurs députés, leurs sénateurs et leurs maires. Peu de mobilisation chez les électeurs puisque la moitié des inscrits a fait le déplacement.

Le scrutin s'est déroulé dans des conditions impropres à garantir la validité de ces élections selon la totalité des partis politiques, à l'exception du Parti présidentiel, qui avait mis en garde depuis plusieurs mois le président Aristide contre la fabrication d'un "Conseil électoral provisoire" trop proche du pouvoir. Faute d'avoir été entendus ces partis se retrouvent unanimes à condamner "une pagaille et une fraude qui ont dépassé tout ce qu'on a connu" selon les termes de l'ancien bras droit d'Aristide, Evans Paul, maire de Port-au-Prince. Ils ont demandé l'annulation de ces élections.



La Minuha, force des Nations-Unies sur le sol haïtien, reconnaît l'incompétence du Conseil électoral et la confusion du scrutin. Pour autant, elle s'applique à souligner le climat de sécurité relatif qui a prévalu pendant ces élections et dont elle s'attribue la responsabilité. Dès lors, on peut considérer, comme le demande le Président Aristide, que ces élections vont être validées par les observateurs internationaux, américains en premier, pour qu'elles constituent une suite logique de leur politique de restauration démocratique sous contrôle militaire, dont le retour du président élu Aristide avait constitué le premier temps fort. Ces élections devaient commencer un retour à une normalisation démocratique et à un apaisement social. Force est de constater qu'elles soulignent surtout la difficulté d'accepter le pluralisme des partis et des opinions par le camp au pouvoir, pluralisme qui est pourtant le gage de la pérennité de cette jeune démocratie après trente ans de dictature.

Or, si le pouvoir d'Aristide était largement majoritaire en 1990, lors de l'élection présidentielle, ses divisions internes ont érodé son importance et provoqué une crispation des leaders les plus intransigeants de l'idéologie du "pouvoir populaire". Cela a entraîné, ici et là, des actes d'intimidation et de violence contre les candidats en désaccord avec "Lavalas", le parti du Président Aristide, auxquels se mêlent et s'ajoutent les actes crapuleux et un camp "macoute" toujours à l'affût des situations tendues et déstabilisantes.

Un test pour Clinton

La confusion risque donc de s'installer un peu plus, malgré les appels au calme du président. On entend déjà l'opposition républicaine américaine demandant le retrait de ses troupes du "bourbier haïtien" et réaffirmer le peu de crédibilité du Président Aristide, car ces élections étaient aussi un test pour la politique jusqu'ici sans faute du président Clinton en Haïti. Le pouvoir d'Aristide et de son gouvernement ne va pas sortir grandi ni plus efficace de cette épreuve électorale, d'autant qu'un certain nombre de ministres sont des membres de partis politiques qui contestent la validité de ces élections, dont les résultats vont tarder à être annoncés.

La stabilité du pouvoir était pourtant nécessaire puisqu'elle conditionnait en partie l'ouverture de la coopération internationale. On voit mal dans cette situation politique comment des projets cohérents pourront voir le jour et inciter les partenaires publics ou privés à investir dans ce pays.

Ceci d'autant plus qu'en fin d'année sont prévues de nouvelles échéances électorales, beaucoup plus importantes aux yeux des Haïtiens, puisqu'il s'agira de trouver un successeur au Président Aristide. Ce dernier, en vertu d'un article de la Constitution ne peut se représenter. Il est à craindre que la préparation de cette succession ne se fasse pas dans un climat propice à l'information des électeurs. Il est probable également que l'influence américaine profitera largement de cet état de faiblesse de la démocratie haïtienne. Quant à l'influence française, elle n'est pas à l'ordre du jour.

Paul Cozigon

COLOMBIE
Mobilisation civique contre la violence

27 juin 1995, Communiqué de Gérard FUCHS, secrétaire national aux Relations internationales du Parti socialiste

Un maire colombien, Luis Fernando Rincon Lopez a pris l'initiative de mobiliser les 1500 habitants de sa commune, Aguachica, contre le crime politique et social. 106 personnes ont été assassinées en 1994. Les 28 et 30 mars dernier, Luis Fernando Rincon a été condamné à mort par la guérilla et par un groupe de paramilitaires.
Élu en 1994, sur une liste rassemblant plusieurs associations et le Parti M19, il a pris ses fonctions le 1er janvier dernier.
Fort de son mandat démocratiquement acquis, Luis Fernando Rincon refuse de céder aux menaces et d'abandonner ses administrés. Il a décidé d'organiser un mouvement pacifique de résistance civique. Le 20 juillet prochain, les électeurs d'Aguachica sont invités à soutenir par voie de référendum, leur maire, la démocratie et la paix. Luis Fernando Rincon a lancé un triple défi : à ceux qu'il qualifie de "maîtres de la guerre et de la mort" et au gouvernement de son pays qui n'arrive pas à faire respecter la loi et à protéger la vie.
Le Parti Socialiste partage les idéaux de paix et de convivialité civique de Luis Fernando Rincon. Il salue son courage et appelle tous ceux qui le peuvent à lui envoyer un message de solidarité.

Luis Fernando RINCON LOPEZ, Ayuntamiento de Aguachica
Departemento del CESAR fax ; 19 - 57- 766 50 096

Je suis toute petite et mon image est parfaite, me voici grandeur nature, j'adore voyager !



Mini téléviseur noir et blanc de marque TAMASHI

Alimentation secteur et 12 volts avec câble allume-cigare. (il fonctionne dans la voiture, la caravanne)

Regardez votre mini téléviseur dans la cuisine ou la salle de bain

- **Ecran de 14 cm, image 12,5 cm**
- **Réception VHF / UHF : 2-69 CH,**
- **Multistandard «L» ou «BG»**
- **Contrôle vertical de l'image (stabilité)**
- **Réglage contraste et luminosité**
- **Antenne télescopique**
- **Prise casque. Prise antenne extérieure**

LA BOUTIQUE DE Vendredi

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse complète (indispensable pour la livraison) : .....

.....

Ville : ..... Code postal : .....

Tel (indispensable) : .....

Mode de règlement choisi (merci d'écrire en lettres "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal (**chèque à l'ordre de CYBELLE**)

☐ **Carte Bleue** |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Expire fin |_|_|_|_| Signature

A retourner sous enveloppe affranchie à La Boutique de Vendredi. 10, rue de Solferino 75333 Paris CEDEX 07

© Fondation Jean Jaurès



Plantu un dessinateur libre

C'est l'éditorialiste le plus drôle de la presse française. Tous les jours, depuis plus de dix ans, avant de lire "Le Monde", on regarde le dessin de Plantu. Admiré, redouté, grâce à son talent il sait mettre les rieurs de son côté.

Comment inventez-vous votre dessin quotidien ?

Dès 7 h, j'écoute les radios. De 8 à 9, je visionne les journaux télévisés. Puis la rédaction en chef me communique par téléphone les titres qui feront la une. Et on discute. Vers 10 h j'envoie quelques brouillons. Quand on est tombé d'accord sur un sujet, je peaufine le dessin et je le faxe à 11 h dernier délai. Je signe mes dessins parce que c'est mon idée, mais, avant, il y a eu beaucoup de conversations avec les rédacteurs et une longue fréquentation de la politique. Pour dessiner Juppé, par exemple, il y a tout un suivi de la politique nationale, du RPR, etc. Picasso disait, après avoir fait un dessin : "Il m'a fallu cinq minutes plus trente ans de travail".

J'adore mettre des petits détails dans le décor, ou rajouter des petits personnages en arrière plan. C'est mon plaisir, quand j'ai le temps. Le problème, et c'est la grande différence avec un artiste de bandes dessinées qui n'a pas à se presser, c'est que moi j'ai très, très peu de temps. En gros, j'ai une heure pour réaliser mon dessin et c'est terriblement court.

J'adore aussi rapprocher deux événements du jour, de préférence incompatibles. Mes dessins sont des jeux d'images, au sens où on dit des jeux de mots. Quand j'étais adolescent, j'adorais en faire, peut-être pour imiter mon père. A cette époque j'étais un peu introverti, je ne parlais pas beaucoup, même à l'école. Et je me suis rendu compte que le dessin me permettait de dire beaucoup de choses.

Regrettez-vous certains de vos dessins ?

Oui. Par exemple, à propos du PS, j'avais fait un dessin pour "Le Monde" paraissant le samedi juste avant la fin du congrès de Rennes. Donc encore en vente dimanche et lundi. J'étais persuadé que, comme lors de tous les congrès, après qu'on se soit étripé, cela se terminerait par des embrassades. J'avais donc fait un "happy end". Tout le monde s'embrassait sur la bouche. Jospin, Fabius, Mauroy. Et comme je trouvais que le PS n'avait pas fait suffisamment pour lutter contre le chômage, il y avait quelqu'un qui disait : "En plus, ils n'ont même pas parlé du chômage". Or, non seulement le congrès de Rennes s'est terminé dans un bain de sang, mais il y a été beaucoup question du chômage. Donc mon dessin était faux, doublement faux. Ce risque, je le prends tous les samedi.

Un autre regret, c'est Eltsine demandant de l'argent pour Tchernobyl alors que cette centrale est en Ukraine et lui, président de Russie. De toutes façons, je ne crois pas que mes dessins puissent changer les choses, même s'il m'arrive d'apprendre que l'un d'eux aurait pu jouer un petit rôle. Ainsi, dans "Verbatim", Attali raconte qu'une décision devait être prise à l'Elysée, quand Jack Lang s'est exclamé : "Oui, mais vous imaginez le dessin que Plantu va faire demain dans *Le Monde* ! ". Résultat, tout le monde a dit : "Non, on ne le fait pas" et ils ont laissé tomber !

Maintenant que la gauche est dans l'opposition, vous est-il plus facile de critiquer le pouvoir ?

Non. Quand Mitterrand a été élu en 1981, j'étais tellement content que je me suis demandé ce que j'allais pouvoir dessiner. Mais, bientôt, il y a eu la restructuration de la sidérurgie lorraine et d'autres choses qui m'ont choqué. J'ai alors été amené à faire des dessins sans me demander qui était en place. Le gouvernement prend des mesures et je suis d'accord ou pas.

La gauche au pouvoir m'a donc permis d'apprendre à faire mon travail de journaliste. Quand je commence à faire un dessin, je ne me dis pas : "Je vais me payer Un tel". Cependant, quand j'ai fini, je sens bien qu'il ne va pas être content.

Mais, si le dessin est appuyé par une idée à laquelle je crois, je m'en fiche. Quand on prend, par exemple, le "Petit socialiste illustré" (1), on peut dire, à chaque dessin, que j'exagère. Mais, même si chaque page paraît caricaturale, voire même de mauvaise foi, l'ensemble est plus nuancé et le bouquin assez objectif. De même pour "Le petit communiste illustré" où, par dessus les piques, passe une sorte de tendresse et de complicité entre le militant de base et le dessinateur.



Vous êtes plutôt un homme de gauche...

Oui, mais un homme de gauche déçu. Je revendique ce choix, tout en ayant de la sympathie pour des gens de droite, comme Simone Veil, par exemple. Je vote à gauche mais j'ai la hantise qu'on me mette une étiquette qui m'enferme. Je veux être libre et je souhaite ardemment que mes lecteurs ressentent, dans mes dessins, une grande liberté. Même si je suis de gauche, mon expression politique dans mes dessins est surtout celle d'un journaliste libre.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Cette année, Plantu a publié cinq albums de ses dessins sur les années Mitterrand. "Le petit Mitterrand illustré", "Le petit socialiste illustré", "Le petit Chirac illustré/ Le petit Balladur illustré", "Le petit communiste illustré" et "Le petit raciste illustré". (Seuil- 140 p. - 55 F chaque volume).

Cinéma État des lieux



"Krim", "Bye-Bye", "Panne des sens", "Raï", les films sur les banlieues ne manquent pas ces temps-ci. Si "La Haine" reste l'incontestable chef de file de cette nouvelle tendance, l'Etat des lieux", qui se veut un "film prolétarien", apparaît comme un cas tout à fait à part.

En effet, Jean-François Richet, metteur en scène, et Patrick Dell'Isola, coscénariste et principal interprète, tous deux issus de la banlieue, affirment qu'ils n'avaient comme choix que l'usine, le deal ou la prison. Ils ont préféré faire un film engagé aux côtés des jeunes des cités. Avec 150.000 F ("La Haine" a coûté 20 millions) gagnés en quelques mois au casino où ils ont joué leurs indemnités de chômage, ils tournent en dix jours dans leur banlieue, avec les habitants du quartier. Un film réalisé en noir et blanc et en 16 mm, en dehors du système de production habituel. Cette suite de scènes de la vie quotidienne de Pierre Céphas, ouvrier rebelle qui voit la réalité à travers la grille marxiste de la lutte des classes, trouve son énergie et son esthétique dans la rapidité d'exécution du film. Et grâce à la brillante interprétation de Patrick Dell'Isola, une grande gueule au cœur tendre. Dans ses rapports avec les flics, sa copine, sa famille ou son voisin embourgeoisé, c'est l'humour qui domine.

C.P.

Lettre de Abderrahmane Bouraame à Henri Emmanuelli

"Le décès de notre frère Brahim, le 1er mai, dans des circonstances si pénible et si choquantes, a profondément bouleversé notre famille.

Au moment du drame, nous étions en pèlerinage à La Mecque et nous avons été très touchés de tous les témoignages de solidarité partout en France, notamment lors de la grande manifestation du 3 mai organisée par toutes les organisations de lutte contre le racisme et des Droits de l'homme.

C'est au nom de toute la famille Bouraame que je tenais à vous remercier de tout cœur de vos prises de position, ainsi que de votre présence lors de cette manifestation.

Nous espérons que toutes ces manifestations seront demain espoir de tolérance et de fraternité.

Merci encore à vous.

"Le Pen-Nescafé"

Le Pen et les aventuriers de tous bords qui forment son entourage possèdent pour la première fois dans l'histoire de cette famille politique, un parti en ordre de marche. Il le doit à la Ve République. Le Pen doit à un autre régime ses années les plus précieuses, ses années décisives. Il a été formé au combat politique par la IVe, cette pépinière de grands coriaces. Trop sou-

Canards à cliquer sur Internet

Le XXIe siècle sera "commutable" ou ne sera pas. Dit-on... Le futur de la communication va réduire la terre à un "village planétaire" babillant dans le "cyber-espace". Nous devons nous familiariser avec ces mots de notre avenir. Il faut nous y faire. Les fameuses autouroutes de l'info ne sont en réalité que des échangeurs nommés "Internet", le réseau des réseaux d'un monde Télé-tout. Pour y accéder, il suffit d'un ordinateur, d'un CD-Rom, d'un modem, d'un abonnement à un opérateur de type "Calvacom" ou "Francenet" et vous voilà branché, pardon, connecté avec la planète, surfant sur la vague interactive et cliquant de la souris toutes bases de données et courrier imaginables, bibliothèques et catalogues de l'électronique Babel.

C'est plus révolutionnaire que Gutenberg, on veut bien le croire. Mais l'Hexagone traîne les pieds, avec 100 000 utilisateurs, moitié moins que l'Allemagne... Se multiplient pourtant les "cybercafés" et associations culturelles pour internautes -chercheurs et jeunes- qui, à 1 F la minute plongent dans les débats des forums mondiaux. Rêvons à cet outil qui serait bigrement utile à la gauche et, peut-être, tentons de nous en servir.

Et voici l'inévitable "cyberpresse", les journaux internet, les canards à cliquer, le "Vendredi" télématique. Foin du papier ou de la télé. Le numérique seul est sur terminal. Ce magazine multimédia mélangeant son, image, graphisme, texte et vidéo, se doit de défricher un style nouveau. Cybertextes-pavés et bla-blas cassant l'image sont à rejeter. Trop de vidéo, c'est de la sous-télé, et la souris, plus maligne que le téléspectateur du journal télévisé, ira se balader ailleurs...

Aux USA, on fait déjà des journaux "Internet" sur mesure. A la tête du client. On "fiche" ses intérêts et hobbies et on lui fabrique un "Smith-News" à UN exemplaire personnalisé. Aime-t-il le sport, le porno et le jardinage ? on lui fournit les articles. S'il est démocrate, on lui donnera une vue de gauche de l'actualité... Part-il en voyage ? son journal le suit sur son "portable", avec, à la une, la politique du lieu, les adresses ou expos des villes qu'il traverse.

Et la pub, direz-vous ? C'est le problème. Mauvaise et imposée sur le terminal ? Le cliqueur l'envoie paître. Collée au rédactionnel ? Elle indispose le libre arbitre et on l'évapore avec l'"hypertexte". La choisir sur icône et c'est le risque de la voir ignorée. Le publicitaire est voué à l'extraordinaire, à l'invention permanente, à la pub ludique interactive dammant le pion à la rédaction. Qui est capable aujourd'hui d'un tel boulot de pionnier parmi les créatifs ?

Internet va être une expérience sans précédent ni référence dans l'histoire humaine. Sans doute bonne, peut-être apocalyptique, sûrement à suivre : six milliards d'isolés anonymes, vivant, sans se connaître, en symbiose électronique dans ce colossal réseau collectif que sera notre bourg planétaire... Question innocente : qui va manipuler tout ça ?

Jean Vermorel

A VOIR AUSSI

Samedi 1er **ARTE**-19 H	"LE CHEVALIER DE MAISON ROUGE". Arte rediffuse de la nostalgie. Premier feuilleton historique français (1963). Un Barma très "Dumas" pour nous rajeunir.
Dimanche 2 **ARTE**-20H40 à 1H20	"LOS ANGELES". THEMA. Nouvelle vision d'un L.A. peu connu. Artistes, tremblements de terre, gangs. Avec Dennis Hooper en guide, Burnett en court-métrage et Ellroy en entretien.
Lundi 3 **ARTE**-20H40	"UN MARIAGE" (1978). Avant "Short cuts", déjà un Altman cruellement ironique. Vacherie et virtuosité dans la farce d'un mariage qui vire au jeu de massacre.
Mercredi 5 **ARTE**-20H40	"STALINE". Les débuts d'un "Koba" jamais vu. Jeunesse d'un futur criminel. Puisé dans les archives du KGB. Cette première partie se termine -symboliquement- aux funérailles de Lénine.
jeudi 6 **M6**-20h45	"LA FIÈVRE DU SAMEDI SOIR". Pour s'interroger sur l'engouement d'une génération-disco en 1977. La "révélation" de Travolta. Programmé dans "LES JEUDIS DE L'ANGOISSE", éclairage des années-disco avec un "compil" édifiant (Ardisson).
vendredi 7 **TF1**-20h45	"LE TRIOMPHE DE LA PASSION". Pour amateurs de méga télé-mélos pleins de vedettes. Saga des années 40, avec amours, trahisons, destins croisés. En petits rôles, Steward Granger et Joan Fontaine.
FR2-22h35	"KM 0 - JUSQU'AU BOUT DE LA ROUTE". De Dann Loustalle. Bons reportages d'une jeunesse désemparée, face au mythe James Dean. On vit encore avec "fureur", mais pour survivre.

le mot des lecteurs

vent Jean-Marie Le Pen se nourrit d'obscurs ragots et de fantasmes mal peignés. Même s'il est à chaque élection un candidat instantané, comme autrefois, le Nescafé, nous devons tout faire pour que cela finisse en eau de boudin. Et lui avec.

Michel Gotanegre, 34 - Béziers

Aujourd'hui, j'ai peur

Jean-Marie Le Pen dissimule tout ce qu'il a emprunté aux despotes aujourd'hui disparus, Hitler et Mussolini, mais dont il a, clandestinement, su reprendre le flambeau en attendant le moment où il pourra le brandir bien haut, sans courir de risques. Il sait camoufler ce qu'il juge prudent de déguiser. Il lui arrive parfois de lâcher une "gaffe", mais je ne suis pas certain qu'elle ne lui serve, de temps à autre, à mesurer la température. Il sait aussi manifester son "souci" des malheureux, des chômeurs, tout comme il exalte le nationalisme des uns et l'isolement des autres.

Je sais que la plupart des Français n'en ont pas peur. Mais moi, âgé de 81 ans, qui en ai vu de toutes les couleurs, depuis les mémorables râclées reçues, tout jeune homme, par les Croix-de-Feu, depuis la guerre d'Espagne jusqu'à la Résistance, en passant par les tentatives de coup d'Etat de l'extrême droite, puis des "Cagoulards", je n'ai pas honte de le dire : aujourd'hui, j'ai peur !

Le Pen est arrivé, entraînant derrière lui 15 % de citoyens français, hommes, femmes et enfants, alors qu'un certain Hitler n'en avait pas le quart lors de son démarrage.

Le chiffre que je viens de vous rappeler, et que vous connaissez, ne semble pas encore vous prendre aux tripes. J'ai peur, hélas, en pensant à cette phrase d'Anatole France : "La raison habite rarement les âmes communes, et plus rarement encore les grands esprits."

Henri S. Dillot, 94 - L'Hay-Les-Roses.

Pas de tabou sur l'immigration

Militant socialiste de 30 ans, je tiens à réagir aux appels au boycott des villes nouvellement gérées par le Front national. Leurs maires et conseillers municipaux ont été élus démocratiquement au suffrage universel direct. Même s'il nous faut combattre leurs idées, au nom de quel droit, de quel principe ne devraient-ils pas être considérés comme les représentants réels et légitimes du peuple français ?

Au lieu de désigner le Front national comme le nouveau bouc-émissaire de notre représentation démocratique contestée, je préférerais que le Parti socialiste s'attache à répondre aux problèmes véritables dont se nourrit le Front national. C'est parce que les sujets qu'il développe sont esquivés dans nos débats qu'une partie grandissante de nos concitoyens se réfugient dans un mouvement qui aborde leurs préoccupations même s'il les trompe dans son programme.

L'immigration doit cesser d'être un sujet tabou, quand cela devient une réalité quotidienne, qui demande des réponses claires. La politique menée par la France dans ce domaine pendant les deux septennats fut teintée d'incohérence et de velléité. Je le regrette.

J.L. Curret, 65 - Vic-en-Bigorre

Un "Vendredi" plus étoffé

J'ai été un fidèle abonné de "L'Unité" jusqu'à sa disparition et je puis affirmer que j'ai été très déçu que nous n'ayions pas su conserver ce journal de grande qualité d'autant plus qu'il aurait suffi d'environ 10.000 militants responsables pour assurer sa survie.

Je dirai également que, plein d'illusions, je m'étais aussi abonné, dès le début, à "Combat socialiste" qui aurait dû être notre grand journal. Il a lui aussi disparu pour les mêmes raisons.

Qu'en sera-t-il de Vendredi ? Déjà une importante suspension a eu lieu. Nous devons avoir notre journal. Il devrait même être plus important. Pour cela il faut être réaliste et se mobiliser.

Henri Boijaud, 87 - Feytiat

COUP de CŒUR et de CROC

CIORAN SANS LA "TENTATION D'EXISTER"

Nous comptions vous conseiller de lire cet été, manière de faire passer le goût âcre du FN, le plus grand anti-philosophe pessimiste de ce siècle, l'amer désespéré roumain qui écrivait en français depuis 1947. On venait de publier ses œuvres complètes [1] ainsi qu'une "bio" par Gabriel Liicéanu [2] quand nous apprîmes que l'homme du "dégoût d'être" n'avait plus de raisons d'être dégoûté. Il venait de mourir "alzeihmèrement" le 20 juin, deux jours après le triplé lepéniste de la honte. Quelle satisfaction posthume de n'avoir plus "la tentation d'exister" ni "l'inconvénient d'être né", pour l'auteur du "Précis de décomposition" qui se disait "un spécialiste de la mort".

(1) Œuvres "Quarto" (Gallimard)

(2) "Itinéraire d'une vie" (Ed. Michalon)

NANTES, L'ANTI-TOULON

Parmi les innombrables festivals -pas de bourgade qui n'ait le sien-, nous choisissons celui de Nantes [1]. Un panachage de vingt-et-un pays. Des nuits musicales polyphoniques du Mali (Ali Farka Touré), du Maghreb (Cheb Mami) et du pays Basque (Xalapartas) aux orchestres de Trinidad, aux Gnawas marocains à la béarnaise Orionea. Nous verrons aussi des aborigènes de Taïwan, des Albanais, des Croates et même une exposition Dogon. C'est la préférence internationale de l'Art.

(1) Festival d'été de Nantes, du 5 au 9 juillet. Tél : 40.47.04.51.

LE BATELEUR DU DESSIN POLITIQUE

Après "le Canard enchaîné, "Le Monde", "Hara-Kiri", "Pilote" et, bien sûr, "Vendredi", notre ami Jean-François Batellier, "agitateur culturel", expose à Avignon, rue Jean Viala, tous les soirs dès 20h, du 7 au 20 juillet, plus de 500 dessins. Notre bateleur graphique, qui se nomme lui même "petit peintre paysagiste" tant sa caricature descend dans la rue, y dédicacera ses albums [1] dont le dernier : "Grincements dedans".

(1) en librairie ou commander chez J-F Batellier, 3 avenue de Choisy-75013 Paris.

STUPIDITÉS DU TEMPS

Célébration de la bêtise : vous êtes inconnu et frustré de l'être ; faites donc comme si vous étiez célèbre ! C'est tout nouveau : on flatte la mégalomanie narcissique d'un quidam, moyennant copieuses finances. Le beauf peut faire sculpter son buste en plâtre par J.-B. Lhoste ou tourner une video-bio à sa propre gloire (Prod. "21e arr"), ou faire écrire son auto-célébration en une édition de sa banale vie (Ed. Cassiopée). Vous pouvez vérifier ! Pour pérenniser son minable ego, il pourra choisir des confiseries ("A vos marques", 11 rue Surcouf, Paris 7e), des casquettes, des foulards et des assiettes, illustrés de sa tête enflée. Scandaleux d'exploiter à ce point la stupidité mégalo. Dans notre festival d'été de la bêtise triomphante, le lancement, au dernier salon "Première vision", de tissus odorants (et onéreux). Une fibre imprégnée à vie des parfums Faubourg-St-Honoré. En robe ou pull, un simple frottement du corps, et on a de la laine à la fraise et du velours au Guerlain. Verra-t-on la fin du savon et de l'eau fraiche ?

J. V.

COMMUNIQUÉ DU PARTI SOCIALISTE

Face à la menace que représentent l'intolérance, la volonté d'exclusion, la montée de l'ordre moral, et face également à l'opposition d'une large partie de la pensée conservatrice à toutes les avancées sociales qui concernent les homosexuels, notamment le contrat d'union civile, les socialistes réaffirment leur attachement aux droits et aux libertés fondamentales de la personne humaine.

C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste tient à apporter son soutien à la "Gay Pride" qui rassemblera de nombreuses associations, samedi 24 juin 1995. Il souhaite engager avec les représentants associatifs un dialogue afin de faire progresser en termes politiques leurs revendications, notamment en ce qui concerne le développement de l'information et de la prévention contre le Sida.

22 juin 1995

communiqué

PÉROU :

COMMUNIQUÉ DE GÉRARD FUCHS, SECRÉTAIRE NATIONAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES DU PARTI SOCIALISTE

Le Parlement péruvien vient de voter une loi amnistiant policiers et militaires condamnés depuis 1980. Cette loi renforce, selon le Président Alberto Fujimori, la réconciliation nationale altérée par 15 ans d'affrontements avec les guérillas.

Les organisations des Droits de l'homme ont cependant vivement réagi. La "réconciliation" concerne en effet les seuls militaires. Elle bénéficie aux auteurs d'atteintes insupportables aux droits de l'homme. Peut-il y avoir réconciliation quand on légitime la réhabilitation des crimes commis par l'une des parties ?

Le Parti socialiste regrette vivement une loi qui accorde aux responsables d'exécutions une pleine et entière réinsertion civique.

le 26 juin 1995

SECTEUR AGRICULTURE ET RURALITÉ

L'EUROPE AGRICOLE À UN TOURNANT

Le 22 juin dernier, à Bruxelles, le Conseil des ministres de l'agriculture a trouvé un accord à la majorité qualifiée sur ce qu'il est convenu d'appeler un "paquet global".

Le compromis arraché par la Présidence française et le ministre de l'Agriculture, Philippe Vasseur, loin du succès affiché dès le lendemain lors du Congrès du CNJA, recèle de nombreux risques pour l'unité de la politique agricole commune.

Ce compromis comprend tout d'abord un accord sur les prix qui, compte tenu de la réforme de la PAC, n'est plus l'occasion de fameux marathons agricoles et qui, pour l'essentiel, garantit un statu quo pour le beurre à l'intervention et une réduction de 10% des majorations mensuelles pour les céréales.

D'autre part, un accord sur des conditions minimales plus strictes pour le transport des animaux afin de limiter la durée des trajets et prévoir des temps de repos. Ces mesures rentreront en application à compter du 1er janvier 1997.

LES MESURES AGRI-MONÉTAIRES

Mais l'essentiel de ce Conseil agricole n'était pas là et les négociations les plus importantes pour l'avenir de la PAC ont porté sur les moyens de gérer les problèmes posés par l'instabilité monétaire au sein du SME particulièrement avec les dévaluations récentes de la livre, la lire et la peseta.

Ce dispositif relève de ce que l'on appelle les "mesures agri-monétaires". En effet, depuis la mise en place de la PAC, le principe d'unicité de prix conduit à fixer les prix agricoles en écus pour être ensuite traduits en monnaie nationale ; il est alors indispensable de gérer, à chaque fois, les conséquences des fluctuations monétaires.

Pour être synthétique, il est nécessaire de rappeler l'effet mécanique de toute fluctuation. Ainsi, une monnaie réévaluée au sein du SME conduit logiquement à une diminution des prix et des aides versées en monnaie nationale. A l'inverse, toute dévaluation a comme conséquence un relèvement des prix et une augmentation mécanique des aides versées par l'Europe en monnaie nationale.

Un tel mécanisme pose évidemment des problèmes politiques importants.

Dans les pays à monnaie forte, l'Allemagne en particulier, l'idée de voir les prix, et maintenant les aides, diminuer suite à des réévaluations, est politiquement difficile à accepter. Elle a conduit en son temps à la mise en place du "switch-over" qui permettait de maintenir le niveau des prix dans le pays de la monnaie la plus réévaluée et de répercuter l'effet sur l'ensemble des autres pays. Ce système, coûteux pour le budget communautaire et inflationniste, était, de plus, contraire aux objectifs de réduction des prix de la réforme de la PAC.

UN DISPOSITIF FAVORABLE AUX PAYS À MONNAIE FORTE

Cette réforme qui a mis en place les aides directes compensatrices de baisse des prix, accentue la sensibilité des Etats à monnaie forte, susceptibles à tout moment, dans le cadre d'un SME instable, de voir les aides versées à leurs agriculteurs diminuer alors que dans le même temps elles augmenteraient dans les pays à monnaie dévaluée ce qui peut être considéré comme une prime au laxisme monétaire. Ce principe de balancier ne s'est jamais appliqué.

Ainsi, les dernières mesures agri-monétaires, prises à Bruxelles le 22 juin, reposent sur un dispositif agri-monétaire de compensation favorable aux pays à monnaie forte.

- D'une part, un mécanisme permettra de maintenir les subventions communautaires perçues par les producteurs, à l'hectare et par tête, à leur niveau du mois de juin et ceci jusqu'au 1er janvier 1999 pour les monnaies réévaluées.

De plus, une compensation dégressive et limitée à trois ans et demi amortira les pertes de revenu engendrées par les baisses de prix consécutives aux réévaluations et sera cofinancée par l'Europe et chacun des pays concernés à hauteur de 50%.

Cet ensemble de mesures vise clairement à satisfaire les pays à monnaie forte et spécialement l'Allemagne qui bénéficie ainsi d'une aide spécifique de l'Europe pour ses agriculteurs, que ce soit en matière de prix ou de primes.

- D'autre part, une mesure spécifique, visant cette fois la France, permet l'octroi d'une aide nationale forfaitaire et dégressive sur la période 94/95, pour les secteurs qui auront subi des pertes notables de revenu à cause des dévaluations dans d'autres pays de l'UE (ceci sera à démontrer). Cette aide est financée sur le bugdet national et non européen, de sorte qu'elle nécessitera un accord de la Commission et un avis du Parlement.

Enfin, pour la monnaie dévaluée, la hausse des prix et des aides est maintenue mécaniquement sans le bénéfice du mécanisme du "switch-over" qui a été supprimé.

QUELS COMMENTAIRES POUVONS-NOUS FAIRE ?

Sans chercher à résoudre les problèmes monétaires sur le long terme, ce dispositif global fait courir le risque d'une renationalisation de la PAC. Chaque Etat, en fonction de la situation de sa monnaie, peut adopter des politiques nationales de compensation ou être conforté dans ses choix de politique monétaire.

Il y a, de fait, une politique agri-monétaire pour les Etats à monnaie forte, une politique agri-monétaire pour les Etats à monnaie faible et une politique pour la France, dont la monnaie n'est ni réévaluée ni dévaluée, mais qui permettra dans l'immédiat de soulager les zones d'éle-

Université

Conditions d'inscription

Comme les années passées, nous serons logés à La Résidence du Parc de la Francophonie (ARPAE).

Cette résidence est conçue pour accueillir des stagiaires et est accessible aux personnes handicapées. Les logements sont équipés d'une kitchenette (la cuisine est possible mais il faut se munir de vaisselle), salle d'eau, WC, téléphone.

Le prix d'inscription est de 750 F et il comprend, outre les travaux de l'Université d'été, 4 repas et les 3 petits déjeuners. Le dîner du vendredi soir est libre.

Pour s'inscrire, il suffit de renvoyer le bon d'inscription ci-dessous accompagné de votre règlement comprenant l'inscription et l'hébergement (dont le prix indiqué comprend 3 nuits).

Attention, le nombre de logements est limité...

La date limite d'inscription est fixée au 15 août 1995. Aucune annulation ne sera remboursée après cette date.



Gilles Savary, ancien directeur de cabinet du président de la région aquitaine et tête de liste du Parti socialiste aux dernières élections municipales contre Alain Juppé, vient de publier un livre sur un demi-siècle de règne sans partage et de domination politique.

Amis lecteurs, attention ! Gilles Savary n'a pas écrit une biographie de Jacques Chaban-Delmas mais une analyse de la gestion Chaban, d'un système de pouvoir très personnalisé où la décision parisienne primait sur le choix des élus locaux. La décentralisation a été le grain de sable de la machine Chaban qui, déréglée et inadaptée, est tombée dans l'immobilisme. Un drôle de point commun avec le nouveau maire Alain Juppé qui, en s'offrant avec Bordeaux une résidence secondaire politique, risque bien de reproduire ce système. Un nouveau sujet pour le prochain ouvrage de Gilles Savary...

vage bovin qui ont souffert des dévaluations italienne et espagnole.

Si cette possibilité peut être accueillie favorablement en France, on peut douter des marges de manœuvres du ministre de l'Agriculture compte tenu des objectifs de rigueur affichés par le Premier ministre, alors que dans le même temps, les aides compensatrices des pays à monnaie forte sont cofinancées par le budget européen.

DES RESULTATS EN FORME DE TEST

Une telle politique risque à terme de rendre plus difficile le passage à la monnaie unique qui est pourtant la seule solution pour sortir de l'instabilité monétaire qui perturbe les échanges intra-communautaires en Europe. L'Europe agricole est à un tournant. Dans un contexte politique de méfiance vis-à-vis de l'Europe en général, ces résultats sont un test pour évaluer la volonté réelle du gouvernement et du président Jacques Chirac d'aller dans les meilleurs délais vers la monnaie unique. Seulement, là encore, les résultats ne reflètent pas le discours et ne sont pas à la hauteur des ambitions qui doivent être celles de la France.

Stéphane LE FOLL

LE PLAN JUPPÉ COMPROMET LA REPRISE

Les élections présidentielle et municipales sont terminées ; le temps des promesses électorales aussi. Le réveil est d'autant plus douloureux... Et semble l'être aussi pour Alain Juppé, cet ancien ministre du gouvernement Balladur qui feint de découvrir la gestion calamiteuse de celui-ci : on croit rêver !

Le "plan calamiteux" (lire les articles p. 5) aura pour conséquence probable un nouveau ralentissement de la consommation populaire et donc de l'activité économique, une dangereuse fragilisation de la reprise, un surcroît d'injustices sociales. Car, comme d'habitude, la droite choisit de pénaliser la consommation des plus pauvres, faute de s'attaquer réellement aux privilèges et aux rentes de situation.

Comment les Françaises et les Français pourraient-ils se laisser abuser par la fausse symétrie du 0,8 milliard de majoration de l'ISF au regard des 55 milliards de TVA supplémentaire ? Le léger coup de pouce donné au Smic est d'ores et déjà effacé par cette ponction sur la consommation.

De leur côté, les mesures destinées à l'exonération ou à la réduction des charges sociales relatives aux bas salaires encourageront un peu plus le patronat -qui n'avait pas besoin de cela- à accentuer la déflation salariale, sans engagement ni contrepartie réelle, sérieuse, en matière d'emplois. Sans précaution non plus quant aux inéluctables effets pervers de substitution dans certains secteurs du marché du travail. Plus grave, ce dispositif n'est pas à la hauteur de la progression du chômage de longue durée : les dernières statistiques accusent en effet une hausse de 25 % en 12 mois des chômeurs de plus de deux ans.

MAIS QUE FAIT LE PRÉSIDENT ?

Quant aux nouvelles "recettes", elles ne permettront même pas d'éviter un nouveau déficit du Budget 1995 -largement supérieur à 300 milliards, soit plus de 20 % du budget de l'Etat- et des comptes sociaux -de l'ordre de 60 milliards.

Nous sommes bien en présence d'un plan combinant timidité sociale, conformisme économique et conservatisme politique. Ce conformisme de la pensée et de l'action conduit la majorité de droite à compromettre les chances de la croissance, certes insuffisante, mais à tout le moins indispensable à une sortie de la crise.

Pendant qu'Alain Juppé s'inscrit délibérément dans la continuité de la politique Balladur, on serait tenté de demander : "Mais que fait le Président ?" Le discours sur la fracture sociale n'était-il qu'une argutie électorale ? Les élections municipales viennent une fois encore de nous apporter la preuve que beaucoup de Français souffrent et parfois s'égarent. Tout nous montre qu'ils n'accepteront pas d'attendre encore très longtemps.

Michel DEBOUT
secrétaire national
aux Affaires sociales

d'été : 31 août au 3 septembre 1995, La Rochelle

L'Université d'été sera consacrée à notre politique face à la droite.

D'ores et déjà, 4 thèmes ont été retenus :
- *Quelle politique économique pour la gauche ?*
- *Préserver et développer les acquis sociaux.*
- *Paix et développement : les propositions des socialistes.*
- *Quel Parti socialiste ?*

La réflexion s'organisera autour de tables rondes qui associeront dirigeants socialistes, élus et observateurs de la vie politique.

Parallèlement, le MJS débattra sur des thèmes d'actualité dont notamment :
- *Les banlieues.*
- *La réduction du temps de travail.*

Ces débats seront bien évidemment ouverts à tous les participants.
Le dimanche matin sera consacré à la rentrée politique.

Dans la mesure du possible, les fédérations sont invitées à aider financièrement les camarades qui souhaitent participer à l'Université d'été.

Pour tout renseignement : tél. 45 56 77 34

INSCRIPTION À RETOURNER AVANT LE 15 AOUT 1995

Parti socialiste - Département Fédération-Formation -10, rue de Solferino - 75333 PARIS - CEDEX 07

NOM.....Prénom .....

Adresse .....

Age ..... Profession.....

Fédération de .....Responsabilités fédérales .....

Ci-joint chèque d'inscription : 750 F + Chèque d'hébergement ..... = _____ F à l'ordre du P.S.

❒ studio 3 nuits = 420 F - ❒ studio double 3 nuits = 450 F * - ❒ duplex 3 nuits = 480 F * - ❒ appartement 3 nuits = 570 F *

(* ces logements peuvent être partagés avec un autre stagiaire)

5000 SIGNATAIRES
sont venus renforcer notre pétition contre la reprise des essais nucléaires décidée par Jacques Chirac.

Il faut amplifier cette campagne. Ne relâchez pas l'effort : signez et faites signer

Collection Jaurès

14

MILLIONS D'ÉLECTEURS ONT VOTÉ LIONEL JOSPIN

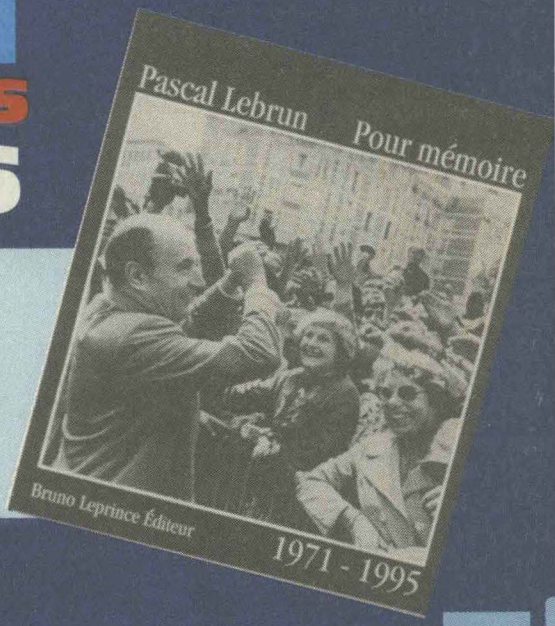
BIENTÔT

14

MILLIONS DE LECTEURS GRÂCE À VOUS

**«VENDREDI» votre journal,
a soutenu
de toutes ses forces
la campagne présidentielle
de Lionel Jospin.
Il faut, maintenant, assurer
son développement.
Il faut, maintenant, se donne
les moyens de réaliser
un grand hebdomadaire
socialiste, militant et ouvert
pour animer
le débat d'idées.
Abonnez-vous !
Abonnez autour de vous
et offrez-vous le plaisir des y
et du cœur avec le très bel a
de photos "Pour mémoire".**

Renvoyez-nous 3 bulletins d'abonnement accompagnés des chèques correspondants, et vous recevrez l'album de photos* de notre ami Pascal LEBRUN : «POUR MÉMOIRE». (* PRIX PUBLIC 120 F)



ABONNEZ-VOUS

Vendredi

Un an 280 F - Dom-Tom / CEE : 400 F - Autres pays : 600 F - institutions : 500 F

A lire sans modérat

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de «Vendredi» 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7 - Chèques à l'ordre de «Les nouvelles Editions de l'an 2000», Vendredi. Pour les abonnements, merci de joindre votre ban

Nom..... Ville.....

Nom..... Ville.....

Nom..... Ville.....

collection Jean-Jaurès